

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201445]

## 6 FEVRIER 2014. — Décret relatif à la voirie communale (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Titre 1<sup>er</sup>. — Objectifs et définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret a pour but de préserver l'intégrité, la viabilité et l'accessibilité des voiries communales, ainsi que d'améliorer leur maillage.

Il tend aussi, selon les modalités que le Gouvernement fixe, et en concertation avec l'ensemble des administrations et acteurs concernés, à ce que les communes actualisent leur réseau de voiries communales. Par actualisation, il faut entendre la confirmation, la suppression, le déplacement ou la création de voiries communales en fonction des situations de fait et de droit et de la nécessité de renforcer le maillage des voiries communales pour rencontrer, notamment, les besoins de mobilité douce actuels et futurs.

Il ne porte pas préjudice aux dispositions particulières portées par le Code forestier, par le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, ainsi que par le décret du 11 mars 2004 relatif aux infrastructures d'accueil des activités économiques.

**Art. 2.** On entend par :

1° voirie communale : voie de communication par terre affectée à la circulation du public, indépendamment de la propriété de son assiette, y compris ses dépendances qui sont nécessaires à sa conservation, et dont la gestion incombe à l'autorité communale;

2° modification d'une voirie communale : élargissement ou rétrécissement de l'espace destiné au passage du public, à l'exclusion de l'équipement des voiries;

3° espace destiné au passage du public : espace inclus entre les limites extérieures de la surface destinée indifféremment aux usagers, en ce compris au parage des véhicules et ses accotements;

4° alignement général : document graphique à caractère réglementaire figurant dans un plan et déterminant les limites longitudinales tant présentes que futures d'une ou plusieurs voiries; il donne une destination publique aux terrains qui sont ou seront incorporés dans la voirie; ces terrains sont ainsi, le cas échéant, grevés d'une servitude légale d'utilité publique;

5° alignement particulier : limite actuelle ou future entre la voirie publique et un bien privé déterminé;

6° plan de délimitation : plan topographique fixant la position des limites longitudinales de la voirie communale;

7° atlas des voiries communales ou atlas : inventaire numérique sous forme littérale et cartographique établi et actualisé conformément au présent décret;

8° usage du public : passage du public continu, non interrompu et non équivoque, à des fins de circulation publique, à condition qu'il ait lieu avec l'intention d'utiliser la bande de terrain concernée dans ce but et ne repose pas sur une simple tolérance du propriétaire;

9° envoi : tout envoi dont le service de distribution, quel qu'il soit, permet de lui donner date certaine, ainsi qu'à sa réception; le gouvernement a la faculté de déterminer la liste des procédés qu'il reconnaît comme permettant de donner date certaine.

## Titre 2. — Des alignements

**Art. 3.** L'alignement particulier est arrêté par le collège communal conformément à l'article L1123-23, 6°, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

**Art. 4.** Les voiries communales peuvent être inscrites dans un plan général d'alignement.

**Art. 5.** Le conseil communal décide de l'élaboration du projet de plan général d'alignement. A la demande du conseil communal, le collège communal élabore et soumet à enquête publique le projet de plan général d'alignement. L'enquête publique a lieu conformément à la section 5, du Titre 3.

Dès la clôture de l'enquête publique, le collège communal soumet le projet de plan général d'alignement à l'avis du collège provincial. Dans les soixante jours à dater de la réception de la demande d'avis, le collège provincial transmet son avis au collège communal; à défaut, son avis est réputé favorable.

Dans les cent vingt jours à dater de la clôture de l'enquête publique, le conseil communal prend connaissance des résultats de l'enquête publique et de l'avis du collège provincial et arrête, le cas échéant, le plan général d'alignement; à défaut, le plan général d'alignement est réputé refusé.

Le public est informé suivant les modes visés à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et la décision est en outre communiquée par écrit aux propriétaires riverains.

Les dispositions relatives à l'adoption du plan général d'alignement sont applicables à sa révision ou à son abrogation.

Le Gouvernement peut arrêter les formes et le contenu du plan général d'alignement.

**Art. 6.** Le plan général d'alignement est arrêté sans préjudice des droits civils des tiers.

## Titre 3. — Des voiries communales

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Création, modification et suppression des voiries communales par les autorités publiques ou par les particuliers*

Section 1<sup>re</sup>. — Principes

**Art. 7.** Sans préjudice de l'article 27, nul ne peut créer, modifier ou supprimer une voirie communale sans l'accord préalable du conseil communal ou, le cas échéant, du Gouvernement statuant sur recours.

Le Gouvernement peut déterminer la liste des modifications non soumises à l'accord préalable visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 8.** Toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt, le conseil communal, le Gouvernement, le fonctionnaire délégué au sens du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie ou, conjointement, le fonctionnaire technique au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et le fonctionnaire délégué peuvent soumettre, par envoi au collège communal, une demande de création, de modification ou de suppression d'une voirie communale.

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** La décision d'accord sur la création ou la modification d'une voirie communale contient les informations visées à l'article 11.

Elle tend à assurer ou améliorer le maillage des voiries, à faciliter les cheminements des usagers faibles et à encourager l'utilisation des modes doux de communication.

Elle est consignée dans un registre communal indépendant du registre des délibérations communales prévu par le Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

La décision du conseil communal ou du Gouvernement ne dispense pas du permis d'urbanisme requis.

**§ 2.** La décision de suppression d'une voirie communale contient la mention des droits de préférence prévus à l'article 46.

**Art. 10.** Les communes et les propriétaires de parcelles libres de charges et servitudes peuvent convenir d'affecter celles-ci à la circulation du public. Ces conventions sont conclues pour une durée de vingt-neuf ans au plus, renouvelables uniquement par une nouvelle convention expresse. Ces conventions sont transcrites sur les registres du conservateur des hypothèques dans l'arrondissement où la voirie est située.

La voirie communale est créée, modifiée ou supprimée sur les assiettes ainsi constituées conformément aux dispositions du présent chapitre pour une durée qui ne peut excéder le terme de la convention.

Le Gouvernement arrête les mesures d'exécution du présent article.

#### *Section 2. — Procédure de première instance*

**Art. 11.** Le dossier de demande de création, de modification, de confirmation ou de suppression d'une voirie communale, transmis au conseil communal, comprend :

- 1° un schéma général du réseau des voiries dans lequel s'inscrit la demande;
- 2° une justification de la demande eu égard aux compétences dévolues à la commune en matière de propreté, de salubrité, de sûreté, de tranquillité, de convivialité et de commodité du passage dans les espaces publics;
- 3° un plan de délimitation.

Le Gouvernement peut préciser les formes de la demande.

**Art. 12.** Dans les quinze jours à dater de la réception de la demande, le collège communal soumet la demande à enquête publique conformément à la section 5.

**Art. 13.** Dans les quinze jours à dater de la clôture de l'enquête publique, le collège communal soumet la demande et les résultats de l'enquête publique au conseil communal.

**Art. 14.** Si la demande concerne une voirie se prolongeant sur le territoire d'une ou plusieurs communes limitrophes, la demande et les résultats de l'enquête publique sont simultanément adressés aux conseils communaux de ces communes et au collège provincial compétent pour le territoire de chaque commune où est située la voirie faisant l'objet de la demande.

Les conseils communaux et le ou les collèges provinciaux rendent leur avis dans un délai de trente jours à compter de la réception du dossier, faute de quoi il est passé outre.

Les avis du ou des collèges provinciaux, lorsqu'ils sont rendus dans les délais impartis, sont des avis conformes pour les conseils communaux concernés.

**Art. 15.** Le conseil communal prend connaissance des résultats de l'enquête publique et, le cas échéant, des avis des conseils communaux et des collèges provinciaux.

Dans les septante-cinq jours à dater de la réception de la demande, il statue sur la création, la modification ou la suppression de la voirie communale. Ce délai est porté à cent cinq jours dans le cas visé à l'article 14.

**Art. 16.** A défaut de décision dans le délai imparti, le demandeur peut adresser un rappel par envoi au conseil communal.

A défaut de décision du conseil communal dans un délai de trente jours à dater de la réception du rappel, la demande est réputée refusée.

**Art. 17.** Le collège communal informe le demandeur par envoi dans les quinze jours à dater de la décision ou de l'absence de décision. Le collège envoie en outre simultanément sa décision explicite ou implicite au Gouvernement ou à son délégué.

Le public est informé de la décision explicite ou implicite par voie d'avis suivant les modes visés à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, étant entendu que la décision est intégralement affichée, sans délai et durant quinze jours.

La décision est en outre intégralement et sans délai notifiée aux propriétaires riverains.

#### *Section 3. — Recours au Gouvernement*

**Art. 18.** Le demandeur ou tout tiers justifiant d'un intérêt peut introduire un recours auprès du Gouvernement.

A peine de déchéance, le recours est envoyé au Gouvernement dans les quinze jours à compter du jour qui suit, le premier des événements suivants :

- la réception de la décision ou l'expiration des délais pour le demandeur et l'autorité ayant soumis la demande;
- l'affichage pour les tiers intéressés;
- la publication à l'Atlas conformément à l'article 53, pour le demandeur, l'autorité ayant soumis la demande ou les tiers intéressés.

**Art. 19.** Dans les soixante jours à dater du premier jour suivant la réception du recours, le Gouvernement notifie sa décision, par envoi, à l'auteur du recours et au conseil communal, au demandeur et à l'autorité ayant soumis la demande. En cas de pluralité de recours, ce délai débute à dater du premier jour suivant la réception du dernier recours.

A défaut, la décision du conseil communal est confirmée.

Le public est informé de la décision explicite ou implicite suivant les modes visés à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et la décision est en outre notifiée aux propriétaires riverains.

**Art. 20.** Le Gouvernement peut préciser les formes du recours.

*Section 4. — Des demandes impliquant la modification d'un plan général d'alignement*

**Art. 21.** Par dérogation à l'article 5, lorsque la demande de création, de modification ou de suppression d'une voirie communale visée aux articles 7 et 8 implique la modification d'un plan d'alignement, le demandeur peut élaborer un projet de plan d'alignement et envoyer simultanément au collège communal la demande et le projet de plan d'alignement.

Dans ce cas, le collège communal soumet la demande à enquête publique en même temps que le projet de plan d'alignement.

**Art. 22.** Le conseil communal se prononce simultanément par décisions distinctes sur la demande et sur le projet de plan d'alignement.

**Art. 23.** Le délai de septante-cinq ou cent cinq jours visé à l'article 15, alinéa 2, est doublé.

Les dispositions des articles 7 à 20 sont applicables à une demande visée à l'article 21.

*Section 5. — De l'enquête publique*

**Art. 24.** L'enquête publique s'organise suivant les principes suivants :

1° la durée de l'enquête publique est de trente jours; ce délai est suspendu entre le 16 juillet et le 15 août; cette suspension s'étend aux délais de consultation et de décision visés au présent Titre et au Titre 2;

2° durant l'enquête publique, les dossiers sont accessibles à la maison communale les jours ouvrables et un jour jusqu'à vingt heures ou le samedi matin ou sur rendez-vous;

3° tout tiers intéressé peut obtenir des explications techniques;

4° tout tiers intéressé peut exprimer ses observations et réclamations par télécopie, par courrier électronique lorsque la commune a défini une adresse à cet effet, par courrier ordinaire ou formulées au conseiller en aménagement du territoire et en urbanisme, au collège communal ou à l'agent communal délégué à cet effet avant la clôture de l'enquête ou le jour de la séance de clôture de ladite enquête; à peine de nullité, les envois par courrier ou télécopie sont datés et signés; les envois par courrier électronique sont identifiés et datés;

5° l'enquête publique est annoncée :

a) par voie d'affiches imprimées en noir sur papier de couleur jaune de 35 dm<sup>2</sup> minimum et placées le long de la voie publique à raison d'un avis par 50 mètres de terrain situés à front de voirie; si le terrain ne jouxte pas une voirie publique carrossable, ils sont apposés par l'administration communale le long de la voie publique carrossable la plus proche à raison de deux avis par hectare de terrain;

b) par un avis inséré dans les pages locales d'un quotidien d'expression française ou allemande selon le cas; s'il existe un bulletin communal d'information ou un journal publicitaire distribués gratuitement à la population, l'avis y est inséré;

c) par écrit aux propriétaires des immeubles situés dans un rayon de 50 mètres à partir des limites des terrains faisant l'objet de la demande.

**Art. 25.** Si le nombre de personnes ayant introduit individuellement des réclamations et observations est supérieur à vingt-cinq, le collège communal organise une réunion de concertation dans les dix jours de la clôture de l'enquête.

Cette réunion regroupe :

1° l'administration communale et les autres administrations qu'elle invite;

2° les représentants des réclamants;

3° le demandeur et ses conseillers.

Aucun de ces groupes ne peut être représenté par plus de cinq personnes.

En vue d'organiser la réunion de concertation, l'administration communale écrit à tous les réclamants individuels, leur demandant de désigner un maximum de cinq représentants.

Elle précise les dates et heures de la réunion et fournit la liste des réclamants.

Un rapport de la réunion de concertation est établi par l'administration communale et envoyé à chacun des participants.

**Art. 26.** Le Gouvernement ou la commune peuvent décider de toutes formes supplémentaires d'information, de publicité et de consultation.

*CHAPITRE II. — Création, modification et suppression des voiries communales par l'usage du public*

**Art. 27.** Une voirie communale peut être créée ou modifiée par l'usage du public par prescription de trente ans, ou par prescription de dix ans si elle est reprise dans un plan d'alignement.

**Art. 28.** Lorsque l'assiette est une propriété privée, l'usage du public entraîne au terme de l'un des délais mentionnés à l'article 27 la constitution d'une servitude publique de passage.

S'il s'ajoute à l'usage du public des actes d'appropriation posés par la commune, la voirie communale lui appartient en outre en pleine propriété à l'expiration d'un délai débutant à partir du premier de ces actes, de trente ans ou de dix ans si la voirie est reprise dans un plan d'alignement.

**Art. 29.** La création et la modification de la voirie font l'objet d'un acte les constatant, non susceptible de recours administratif et adopté par le conseil communal, à l'initiative de la commune ou sur demande des personnes visées à l'article 8. Cet acte de constat fait l'objet des mesures de publicité conformément aux articles 17 et 50.

Le dossier de demande comprend une justification de la demande conformément à la définition de l'usage par le public telle que prévue à l'article 2, 8<sup>o</sup>.

**Art. 30.** Les voiries communales ne peuvent pas être supprimées par prescription.

**Art. 31.** Le présent chapitre ne s'applique pas aux voiries visées à l'article 10.

#### CHAPITRE III. — *Du bornage des voiries communales*

**Art. 32.** Sur décision du conseil communal, il est procédé au bornage contradictoirement entre le collège communal et les propriétaires riverains conformément au plan de délimitation.

Le commissaire voyer assiste au bornage. Le bornage est effectué même si les propriétaires riverains ne sont pas présents.

**Art. 33.** Il est dressé un plan et un procès-verbal détaillé du bornage des voiries. Le procès-verbal indique notamment tous les points du plan où les bornes, soit apparentes, soit médiales ont été placées. Ces pièces sont signées par le collège communal, par les propriétaires riverains et par le commissaire voyer. Si les propriétaires riverains n'ont pas assisté au bornage ou s'ils ont refusé de signer, il en est fait mention.

**Art. 34.** Les procès-verbaux de bornage, et les plans sont soumis à l'approbation du conseil communal. Une copie certifiée conforme de ces procès-verbaux et des plans est adressée aux propriétaires riverains.

**Art. 35.** Les frais occasionnés par le bornage sont à charge de la commune.

#### CHAPITRE IV. — *De l'acquisition des terrains et de l'expropriation*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — De l'acquisition amiable des terrains*

**Art. 36.** La création ou la modification des voiries ayant été autorisées, ou les plans d'alignement général ayant été décidés, il est procédé, autant que possible, à l'acquisition à l'amiable des terrains privés à occuper.

Le collège communal débat, avec les propriétaires intéressés, les conditions de l'acquisition, soit à prix d'argent, soit par la voie d'échange, la décision d'achat ou d'échange incombant au conseil communal.

Les contrats de cession amiable, les quittances et autres actes relatifs à l'acquisition des immeubles peuvent être passés sans frais à l'intervention du bourgmestre agissant au nom de la commune, sans préjudice du droit pour le cédant de requérir l'intervention du notaire de son choix.

##### *Section 2. — De l'expropriation*

**Art. 37.** Les communes peuvent acquérir les biens immobiliers requis pour la réalisation des plans d'alignement ou des voiries, par l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Pour procéder aux expropriations nécessaires à la réalisation d'un plan d'alignement ou des voiries, la commune doit être en possession d'un plan d'expropriation approuvé par le Gouvernement et s'appliquant à tout ou partie du territoire figuré au plan d'alignement ou au plan de délimitation. L'arrêté du Gouvernement peut concerner simultanément le plan d'alignement, le plan de délimitation et le plan d'expropriation qui s'y rapporte.

**Art. 38.** Le plan d'expropriation indique le périmètre des immeubles à exproprier, isolés ou groupés en zones, avec mention, d'après le cadastre, de la section, des numéros, de la contenance et de la nature des parcelles, ainsi que du nom des propriétaires.

En ce qui concerne les travaux et opérations immobilières à réaliser, il peut se borner à reproduire les dispositions du plan d'alignement ou du plan de délimitation.

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque le plan d'expropriation est dressé en même temps que le plan d'alignement ou le dossier de création ou de modification de voirie, ils sont soumis ensemble aux formalités prévues pour l'élaboration du plan d'alignement.

§ 2. Lorsque le plan d'expropriation est dressé postérieurement au plan d'alignement ou à la décision de création ou de modification de voirie, dans les quinze jours de la demande du Gouvernement, la commune soumet le plan d'expropriation à une enquête publique conformément au Titre 3, chapitre 1<sup>er</sup>, section 5.

Le Gouvernement approuve le plan d'expropriation dans les soixante jours de la réception du dossier complet. Ce délai peut être prolongé de trente jours par arrêté motivé.

A défaut de l'envoi de l'arrêté du Gouvernement wallon dans ces délais, la commune peut, par recommandé, adresser un rappel au Gouvernement. Si, à l'expiration d'un nouveau délai de soixante jours prenant cours à la date de dépôt du recommandé contenant le rappel, la commune n'a pas reçu la décision du Gouvernement, le plan d'expropriation est réputé refusé.

L'arrêté d'approbation est publié sous forme d'avis au *Moniteur belge*.

**Art. 40.** Lorsque la commune est en possession d'un plan d'expropriation approuvé par le Gouvernement, elle est dispensée de l'accomplissement des formalités administratives prescrites par toutes autres dispositions légales sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

**Art. 41.** Pour le calcul de la valeur de l'immeuble exproprié, il n'est pas tenu compte de la plus-value ou moins-value, qui résulte des prescriptions du plan d'alignement ou du dossier relatif à la création ou à la modification de la voirie, ni de l'augmentation de valeur acquise par ce bien à la suite de travaux ou modifications effectués en contravention aux prescriptions du plan d'alignement ou de la décision de création ou de modification de la voirie, si ces travaux ont été exécutés après la clôture de l'enquête publique relative au plan ou à la voirie.

**Art. 42.** Des expropriations décrétées successivement en vue de la réalisation du plan d'alignement ou de la décision de création ou de modification de la voirie, même révisés sont, pour l'appréciation de la valeur des biens à exproprier, considérées comme formant un tout à la date du premier arrêté d'expropriation.

**Art. 43.** A la demande de la commune, les comités d'acquisitions d'immeubles institués auprès du SPF Finances peuvent être chargés de toutes les acquisitions et expropriations d'immeubles à effectuer pour l'exécution des plans d'alignement ou de la décision de création ou de modification de la voirie, de même que de la conclusion de tous

accords destinés à réaliser le remembrement ou le relotissement de biens-fonds. Les comités d'acquisitions d'immeubles institués auprès du SPF Finances ont qualité pour procéder, sans formalités spéciales à la vente publique ou de gré à gré des immeubles acquis ou expropriés en vertu des plans d'alignement ou de la décision de création ou de modification de la voirie. Il peut être délivré des grosses des actes visés au présent alinéa.

Les présidents des comités d'acquisition sont compétents pour représenter la commune en justice.

**Art. 44.** Les expropriations sont poursuivies en appliquant la procédure judiciaire instaurée par la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

**Art. 45.** Lorsque, dans le délai de dix ans à partir de l'approbation du plan d'expropriation, les acquisitions d'immeubles visées à l'article 37, n'ont pas été réalisées ou que la procédure en expropriation n'a pas été entamée, le propriétaire peut, par envoi, inviter la commune à renoncer à l'expropriation de son bien.

Information de cette mise en demeure est donnée par envoi au Gouvernement.

Lorsque, antérieurement à l'entrée en vigueur d'un plan d'alignement, la décision de création ou de modification de la voirie, le permis d'urbanisme, le permis d'urbanisation, le permis d'urbanisme pour constructions groupées ou le permis unique est refusé afin de ne pas compromettre l'aménagement futur, le délai de dix ans court à partir de l'envoi du refus du permis.

Si la commune ne s'est pas prononcée dans le délai d'un an à partir de la date d'envoi du recommandé, le propriétaire peut obtenir une indemnité dans les limites prévues à l'article 70 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie.

#### CHAPITRE V. — Des droits de préférence

**Art. 46.** Sans préjudice du droit de rétrocession au bénéfice des anciens propriétaires prévu à l'article 23 de la loi du 17 avril 1835 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, pendant six mois à compter de la notification de la décision, la partie d'une voirie devenue sans emploi par suite de sa suppression ou de sa modification peut revenir en pleine propriété aux bénéficiaires suivants, par ordre de préférence :

1° au profit de la Région lorsque l'acquisition de cette partie contribue au maillage écologique ou présente un intérêt pour la préservation ou la restauration de la biodiversité;

2° au profit des riverains de cette partie.

**Art. 47.** Les bénéficiaires visés à l'article 46 qui veulent acquérir cette partie de voirie devenue sans emploi, notifient leur intention au collège communal, et, en même temps, désignent leur expert, l'autre expert devant être nommé par l'administration communale.

Les deux experts, après avoir prêté serment entre les mains du juge de paix, à moins qu'ils n'en aient été dispensés par les parties, procèdent à l'évaluation du sol.

En cas de désaccord entre les experts, le juge de paix nomme un tiers expert.

Le procès-verbal d'expertise, revêtu de la formalité de l'enregistrement, est communiqué au conseil communal.

**Art. 48.** Dans le cas où les bénéficiaires visés à l'article 46 renoncent au droit de soumissionner ou ne font pas leur soumission dans le délai légal, l'assiette de la voirie supprimée peut être aliénée selon les formes prescrites pour la vente des terrains communaux.

#### Titre 4. — De l'Atlas des voiries communales

**Art. 49.** L'Atlas contient notamment les informations détaillées suivantes, sous forme coordonnée, mais en préservant l'accès aux informations antérieures :

1° décisions administratives et juridictionnelles relatives aux alignements généraux actuels ou futurs;

2° décisions administratives et juridictionnelles relatives aux alignements particuliers actuels ou futurs;

3° décisions administratives et juridictionnelles portant sur la création, la suppression, la mise en réserve viaire et la modification d'une voirie communale;

Ces informations sont assorties d'une description et d'une justification de leur valeur, qui est juridique ou indicative.

Le Gouvernement a la faculté de préciser ou de compléter la liste des informations détaillées contenues à l'Atlas et de déterminer la façon dont ces informations sont organisées et communiquées.

**Art. 50.** Les autorités ou services administratifs ressortissant à la Région, les provinces et les communes et toute personne intéressée transmettent spontanément et sans délai au Gouvernement ou à son délégué, les décisions administratives et juridictionnelles et toute autre information en leur possession susceptibles de permettre l'élaboration et la mise à jour de l'Atlas.

Les auteurs de ces décisions en sont responsables, chacun pour ce qui le concerne.

**Art. 51.** Les décisions et actes pris en exécution du Titre 2, et du chapitre 1<sup>er</sup>, du Titre 3 sont exécutoires uniquement à compter de leur envoi au Gouvernement ou à son délégué qui est chargé de la gestion de l'atlas, peu importe qui soit l'auteur de cet envoi.

**Art. 52.** A peine de surséance à statuer, tout acte introductif d'instance relatif à une question de voirie communale est transcrit à la conservation des hypothèques de la situation des biens, et dénoncée à l'autorité à la diligence de l'huissier de justice.

L'acte introductif d'instance contient la désignation cadastrale de biens en cause et en identifie le propriétaire dans la forme et sous la sanction prévues aux articles 139 et 140 de la loi hypothécaire.

Toute décision rendue en la cause est mentionnée en marge de la transcription de la citation ou de l'exploit, selon la procédure prévue par l'article 84 de la loi du 16 décembre 1851 sur la révision du régime hypothécaire.

Le greffier de la juridiction civile ou pénale notifie au Gouvernement ou à son délégué qui est chargé de la gestion de l'atlas copie des décisions rendues devant les juridictions de fond, aussi bien en première instance qu'en appel.

**Art. 53.** Les informations détaillées de l'Atlas sont accessibles au public dans les conditions et selon les modalités fixées par le Gouvernement. Le Gouvernement arrête, entre autres, les horaires, le prix des copies et les modalités techniques d'accès à l'Atlas.

## Titre 5. — De l'actualisation des voiries communales

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Principes*

**Art. 54.** § 1<sup>er</sup>. Les communes procèdent à l'examen et à l'inventaire systématique et exhaustif de leurs plans généraux d'alignement et de leurs voiries ou de leurs voiries supposées.

§ 2. Des comités locaux sont instaurés pour chaque commune.

Ils sont composés de représentants des usagers et des associations de promotion de la mobilité douce ainsi que de représentants des propriétaires, titulaires de droit foncier et des agriculteurs. Ils sont notamment chargés d'assister les communes dans la réalisation de l'examen et de l'inventaire visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, notamment par une reconnaissance sur le terrain.

**Art. 55.** Sur la base de l'examen et de l'inventaire visé à l'article 54, en fonction des situations de fait et de droit et pour assurer le respect des objectifs fixés à l'article 1<sup>er</sup>, les communes procèdent à la suppression, la révision ou l'établissement de plans généraux d'alignement ainsi qu'à la création, la modification, la confirmation ou la suppression de voiries.

A défaut de les modifier ou de les supprimer, les communes peuvent, pour constituer une réserve viaire, disqualifier en plan général d'alignement les voiries existantes en droit au moment de l'entrée en vigueur du présent décret et qui, au moment de la décision du conseil communal, ne sont pas jugées utiles à la circulation du public pour les motifs cumulatifs suivants :

- 1° absence de fréquentation effective par le public;
- 2° défaut d'intérêt actuel conformément à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2;
- 3° perspective de fréquentation effective par le public.

**Art. 56.** Le Gouvernement est habilité à fixer les modalités d'exécution des articles 54 et 55, notamment à en définir la méthodologie et le calendrier.

**Art. 57.** Les décisions en exécution de l'article 55, alinéa 1<sup>er</sup>, sont prises conformément au Titre 3 et, le cas échéant, simultanément, conformément au Titre 2.

Les décisions en exécution de l'article 55, alinéa 2, sont prises conformément au Titre 3 seulement.

## Titre 6. — De la police de gestion des voiries communales

**Art. 58.** Le Gouvernement est habilité à adopter un règlement général de police de gestion des voiries communales, en ce compris une signalétique harmonisée obligatoire.

Le règlement peut notamment porter sur les constructions et plantations le long des voiries, la gestion des fossés, des déblais et des talus, les limites d'excavation à proximité des voiries, les défenses diverses aux actes commis sur ou aux alentours de la voirie, les poteaux et plaques indicatrices, l'entretien des plantations bordant la voirie, l'usage et l'occupation de la voirie et l'écoulement des eaux.

**Art. 59.** Les communes peuvent adopter des règlements complémentaires en la matière.

## Titre 7. — Des infractions, de leur sanction et des mesures de réparation

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Des infractions*

**Art. 60.** § 1<sup>er</sup>. Sont punissables d'une amende de 50 euros au moins et de 10.000 euros au plus :

- 1° ceux qui, volontairement ou par défaut de prévoyance ou de précaution, dégradent, endommagent la voirie communale ou portent atteinte à sa viabilité ou à sa sécurité;
- 2° ceux qui, sans l'autorisation requise de l'autorité communale, d'une façon non conforme à celle-ci ou sans respecter les conditions générales fixées par le Gouvernement :
  - a) occupent ou utilisent la voirie communale d'une manière excédant le droit d'usage qui appartient à tous;
  - b) effectuent des travaux sur la voirie communale;
- 3° sans préjudice du chapitre II, du Titre 3, ceux qui, en violation de l'article 7, ouvrent, modifient ou suppriment une voirie communale sans l'accord préalable du conseil communal ou du Gouvernement.

§ 2. Sont punissables d'une amende de 50 euros au moins et de 1.000 euros au plus :

- 1° ceux qui font un usage des poubelles, conteneurs ou récipients placés sur la voirie communale qui n'est pas conforme à l'usage auxquels ils sont normalement destinés ou à l'usage fixé réglementairement;
- 2° ceux qui apposent des inscriptions, des affiches, des reproductions picturales ou photographiques, des tracts ou des papillons sur la voirie communale à des endroits autres que ceux autorisés par l'autorité communale;
- 3° ceux qui enfreignent les règlements pris en exécution des articles 58 et 59;
- 4° ceux qui refusent d'obtempérer aux injonctions régulières données par les agents visés à l'article 61, § 1<sup>er</sup>, dans le cadre de l'accomplissement des actes d'informations visés à l'article 61, § 4, 1°, 3° et 4°;
- 5° ceux qui entravent l'accomplissement des actes d'information visés à l'article 61, § 4.

CHAPITRE II. — *De la recherche et de la constatation des infractions*

**Art. 61.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des compétences des fonctionnaires de la police fédérale et de la police locale, sont chargés de la recherche et de la constatation des infractions prévues à l'article 60 :

- 1° les agents communaux, désignés à cette fin par le conseil communal dans le cadre de missions à caractère régional conformément aux dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
- 2° les agents intercommunaux et d'associations de projet, dont les activités ou les intérêts sont liés à l'utilisation et à la gestion de la voirie, désignés à cette fin par le conseil communal dans le cadre de missions à caractère régional conformément aux dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
- 3° le commissaire d'arrondissement;
- 4° les commissaires voyers;
- 5° le fonctionnaire provincial désigné à cette fin par le conseil communal sur proposition du conseil provincial.

La province reçoit de la commune concernée une indemnité pour les prestations de l'agent provincial visé au 4<sup>o</sup> de l'alinéa précédent. Un accord préalable concernant le montant de cette indemnité et la manière de payer est conclu entre le conseil communal et le conseil provincial.

§ 2. Les commissaires voyers sont institués au sein de l'administration provinciale. Ils prêtent serment devant le Juge de Paix de leur domicile. Leur statut est établi par les règlements provinciaux.

§ 3. Les procès-verbaux que les personnes visées au § 1<sup>er</sup> établissent dans le cadre de leurs fonctions font foi jusqu'à preuve du contraire des faits qui y sont constatés.

§ 4. Dans le cadre de l'exercice de leur mission, les personnes visées au § 1<sup>er</sup> sont habilitées à :

1<sup>o</sup> enjoindre à toute personne sur laquelle pèse des indices sérieux d'infraction visée à l'article 60 la présentation de sa carte d'identité ou de tout autre document permettant son identification;

2<sup>o</sup> interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à leur mission;

3<sup>o</sup> se faire produire tout document, pièce ou titre utile à l'accomplissement de leur mission et en prendre copie photographique ou autre, ou l'emporter contre récépissé;

4<sup>o</sup> arrêter les véhicules, contrôler leur chargement;

5<sup>o</sup> requérir l'assistance de la police fédérale, de la police locale ou d'autres services communaux, provinciaux ou régionaux.

**Art. 62.** § 1<sup>er</sup>. Les procès-verbaux établis par les personnes visées à l'article 61, § 1<sup>er</sup>, sont transmis en original dans les quinze jours de leur établissement au procureur du Roi compétent. Une copie de ces procès-verbaux est transmise dans le même délai à l'auteur présumé de l'infraction et au fonctionnaire visé à l'article 66, alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Les personnes visées à l'article 61, § 1<sup>er</sup>, peuvent adresser un simple avertissement à l'auteur présumé d'une infraction et lui accorder un délai pour y mettre fin et, si nécessaire, pour remettre ou faire remettre la voirie communale en état.

#### CHAPITRE III. — *De la remise en état des lieux*

**Art. 63.** § 1<sup>er</sup>. Dans les cas d'infraction visés à l'article 60, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et § 2, 2<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, l'autorité communale peut d'office remettre ou faire remettre la voirie communale en état ou procéder ou faire procéder aux actes et travaux mal ou non accomplis.

Le coût, y compris, le cas échéant, le coût de la gestion des déchets conformément à la réglementation en vigueur, en est récupéré à charge de l'auteur de l'infraction.

§ 2. Dans les cas d'infraction visés à l'article 60, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, et § 2, 1<sup>o</sup>, l'autorité communale met en demeure l'auteur présumé de l'infraction de mettre fin aux actes constitutifs d'infraction et, si nécessaire, de remettre ou faire remettre la voirie en état. Cette mise en demeure est adressée par recommandé et précise le délai imparti au contrevenant pour s'exécuter.

Si l'auteur présumé de l'infraction n'a pas remis ou fait remettre la voirie communale en état dans le délai imparti, l'autorité communale peut y procéder elle-même ou y faire procéder, le coût des travaux de remise en état étant, dans ce cas, récupéré à charge de l'auteur de l'infraction.

Dans les cas d'infraction visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'autorité communale peut d'office remettre ou faire remettre la voirie en état, sans au préalable mettre en demeure l'auteur présumé de l'infraction à cet effet, si l'une des conditions suivantes est remplie :

1<sup>o</sup> l'urgence ou les nécessités du service public le justifient;

2<sup>o</sup> pour des raisons d'ordre technique, environnemental ou de sécurité, il est contre-indiqué de permettre au contrevenant de remettre ou faire remettre lui-même la voirie communale en état;

3<sup>o</sup> l'auteur présumé de l'infraction n'est pas et ne peut pas être aisément identifié.

§ 3. Le Gouvernement a la faculté d'arrêter les modalités de calcul du coût de la remise en état des lieux lorsque les travaux sont exécutés par le personnel communal.

Le coût de la remise en état des lieux à récupérer à charge du contrevenant est majoré d'une somme forfaitaire pour frais de surveillance et de gestion administrative égale à dix pour cent du coût des travaux, avec un minimum de cinquante euros, que les travaux soient réalisés par le personnel des services communaux ou par une entreprise extérieure.

§ 4. Si le contrevenant reste en défaut de payer le coût des travaux de remise en état des lieux ou les frais de surveillance et de gestion administrative qui lui sont réclamés, ceux-ci peuvent être recouverts par voie de contrainte, selon des modalités à déterminer par le Gouvernement, malgré l'existence d'une action pénale sur laquelle il n'aurait pas encore été définitivement statué à raison des faits ayant justifié la remise en état des lieux.

#### CHAPITRE IV. — *De la perception immédiate*

**Art. 64.** Une somme d'argent peut être immédiatement perçue, avec l'accord du contrevenant, par les personnes visées à l'article 61, § 1<sup>er</sup>, qui constatent une infraction à l'article 60.

Le montant de la perception immédiate est de 150 euros pour les infractions visées à l'article 60, § 1<sup>er</sup>, et de 50 euros pour les infractions visées à l'article 60, § 2.

La personne visée à l'article 61, § 1<sup>er</sup>, communique sa décision au procureur du Roi.

Le Gouvernement détermine les modalités de perception et d'indexation de la somme.

Le paiement immédiat de la somme éteint la possibilité d'infliger au contrevenant une amende administrative pour le fait visé.

Le paiement immédiat de la somme prélevée n'empêche pas le procureur du Roi de faire application des articles 216bis ou 216ter du Code d'instruction criminelle, ni d'engager des poursuites pénales. En cas d'application des articles 216bis ou 216ter du Code d'instruction criminelle, la somme immédiatement perçue est imputée sur la somme fixée par le Ministère public et l'excédent éventuel est remboursé.

En cas de condamnation de l'intéressé, la somme immédiatement perçue est imputée sur les frais de justice dus à l'Etat et sur l'amende prononcée, et l'excédent éventuel est remboursé.

En cas d'acquiescement, la somme immédiatement perçue est restituée.

En cas de condamnation conditionnelle, la somme immédiatement perçue est restituée après déduction des frais de justice.

#### CHAPITRE V. — *Des amendes administratives*

**Art. 65.** § 1<sup>er</sup>. Dans les conditions déterminées au présent article, pour autant que les faits soient passibles d'une sanction pénale en vertu de l'article 60, une amende administrative peut être infligée au contrevenant en lieu et place d'une sanction pénale.

§ 2. Le montant de l'amende administrative est de 50 euros au moins à 10.000 euros au plus pour les infractions visées à l'article 60, § 1<sup>er</sup>, et de 50 euros à 1.000 euros au plus pour les infractions visées à l'article 60, § 2.

**Art. 66.** Le conseil communal désigne un ou plusieurs fonctionnaires habilités à infliger les amendes administratives. Il peut s'agir d'un fonctionnaire provincial proposé par le conseil provincial. Seuls des fonctionnaires ayant un niveau pour lequel un diplôme universitaire de deuxième cycle ou un diplôme équivalent est requis peuvent être désignés à cet effet.

La province reçoit de la commune concernée une indemnité pour les prestations du fonctionnaire provincial agissant en qualité de fonctionnaire chargé d'infliger les amendes administratives. Un accord préalable concernant le montant de cette indemnité et la manière de payer est conclu entre le conseil communal et le conseil provincial.

**Art. 67.** Le Procureur du Roi dispose d'un délai de soixante jours à compter du jour de la réception du procès-verbal constatant l'infraction pour notifier au fonctionnaire visé à l'article 66 son intention quant à l'engagement ou non de poursuites pénales ou de faire usage ou non des pouvoirs que lui attribuent les articles 216bis et 216ter du Code d'instruction criminelle.

La notification par le Procureur du Roi de son intention d'engager des poursuites pénales ou d'user des pouvoirs que lui attribuent les articles 216bis et 216ter du Code d'instruction criminelle exclut la possibilité d'infliger une amende administrative.

Si le Procureur du Roi notifie son intention de ne pas engager de poursuites pénales et de ne pas user des pouvoirs que lui attribuent les articles 216bis et 216ter du Code d'instruction criminelle, ou si, à l'expiration du délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il n'a pas fait connaître son intention, le fonctionnaire visé au § 1<sup>er</sup> est autorisé à entamer la procédure visant à infliger une amende administrative.

**Art. 68.** Lorsque, conformément à l'article 67, la procédure visant à infliger une amende administrative peut être entamée, le fonctionnaire visé à l'article 66, s'il estime nécessaire d'appliquer une telle amende, notifie à l'auteur présumé de l'infraction, par recommandé, un avis accompagné d'une nouvelle copie du procès-verbal, mentionnant :

- 1° les faits pour lesquels il envisage d'infliger une amende administrative;
- 2° un extrait des dispositions transgressées;
- 3° le montant de l'amende administrative qu'il envisage d'infliger;
- 4° que l'auteur présumé de l'infraction a le droit de faire valoir par écrit, par recommandé, ses moyens de défense dans un délai de quinze jours à compter du jour de la notification de l'avis;
- 5° qu'il peut aussi, dans le même délai et par recommandé, demander à présenter oralement ses moyens de défense, sauf si le montant de l'amende administrative envisagée n'excède pas 62,50 euros;
- 6° qu'il a le droit de se faire représenter ou assister par un conseil et de consulter son dossier.

Si l'auteur présumé de l'infraction demande à présenter oralement ses moyens de défense, le fonctionnaire visé à l'article 66 lui notifie, par recommandé, les lieu, jour et heure où il sera entendu. Cette audition a lieu quinze jours au plus tôt après l'envoi dudit recommandé.

Il est établi un procès-verbal de l'audition du contrevenant signé par le fonctionnaire visé à l'article 66 et par le contrevenant.

A défaut d'accord sur le contenu du procès-verbal, le contrevenant est invité à y faire valoir ses remarques.

**Art. 69.** Lorsque la procédure administrative est entamée à l'encontre d'une personne de moins de dix-huit ans, le recommandé visé à l'article 68, alinéa 1<sup>er</sup>, est adressé au mineur ainsi qu'à ses père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde. Ces parties disposent des mêmes droits que les contrevenants eux-mêmes.

Le fonctionnaire en avise le bâtonnier de l'ordre des avocats afin qu'il soit veillé à ce que le mineur puisse être assisté d'un avocat. Cet avis est envoyé en même temps que le recommandé visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique procède à la désignation d'un avocat au plus tard dans les deux jours ouvrables à compter de cet avis.

Copie de l'avis informant le bâtonnier de la saisine est jointe au dossier de la procédure.

Lorsqu'il y a un conflit d'intérêts, le bâtonnier ou le bureau d'aide juridique veille à ce que l'intéressé soit assisté par un avocat autre que celui auquel ont fait appel ses père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde.

**Art. 70.** A l'échéance du délai de quinze jours visé à l'article 68, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, et, le cas échéant, après la date fixée pour l'audition de l'auteur présumé de l'infraction ou de son conseil, tenant compte, s'il y en a eu, des moyens de défense présentés par écrit ou exposés oralement, le fonctionnaire visé à l'article 66 prend la décision de soit infliger l'amende administrative initialement envisagée, soit infliger une amende d'un montant diminué, soit ne pas infliger d'amende administrative.

Il peut accorder au contrevenant des mesures de sursis à l'exécution. Il peut réduire l'amende administrative au-dessous du minimum légal en cas de circonstances atténuantes.

Sa décision motivée et le procès-verbal de l'audition sont notifiés au contrevenant par recommandé. Dans le cas d'un contrevenant mineur, la décision motivée et le procès-verbal de l'audition sont notifiés au mineur ainsi qu'à ses père, mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde et à son conseil.

Les père et mère, tuteurs ou personnes qui ont la garde du mineur sont civilement responsables du paiement de l'amende.

**Art. 71.** Une décision infligeant une amende administrative ne peut plus être prise plus de cent quatre-vingts jours après le procès-verbal de constat de l'infraction.



**Art. 72.** Le contrevenant qui souhaite contester la décision du fonctionnaire lui infligeant une amende administrative peut introduire un recours à l'encontre de celle-ci dans un délai de trente jours, à peine de forclusion, à compter de la date de sa notification.

Le recours est introduit par voie de requête devant le tribunal correctionnel. Cependant, si la décision se rapporte aux mineurs ayant atteint l'âge de seize ans accomplis au moment des faits, le recours est introduit par requête gratuite auprès du tribunal de la jeunesse. Dans ce cas, le recours peut également être introduit par les père et mère, tuteurs ou personnes qui en ont la garde. Le tribunal de la jeunesse demeure compétent si le contrevenant est majeur au moment où il se prononce.

La requête contient l'identité et l'adresse du contrevenant, la désignation de la décision attaquée et les motifs de la contestation de cette décision.

Le recours suspend l'exécution de la décision. Les dispositions des alinéas 1<sup>er</sup>, 2 et 3 sont mentionnées dans la décision infligeant l'amende.

Le tribunal peut accorder au contrevenant des mesures de sursis à l'exécution. Il peut réduire l'amende administrative au-dessous du minimum légal en cas de circonstances atténuantes.

Le tribunal de la jeunesse peut, lorsqu'il est saisi d'un recours contre une amende administrative, substituer à celle-ci une mesure de garde, de préservation ou d'éducation telle qu'elle est prévue par l'article 37 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse. Dans ce cas, l'article 60 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse est d'application.

Les décisions du tribunal correctionnel ou du tribunal de la jeunesse ne sont pas susceptibles d'appel. Toutefois, lorsque le tribunal de la jeunesse décide de remplacer la sanction administrative par une mesure de garde, de préservation ou d'éducation visée à l'article 37 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, sa décision est susceptible d'appel. Dans ce cas, les procédures prévues par la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse pour les faits qualifiés d'infractions sont d'application.

**Art. 73.** La décision infligeant une amende administrative a force exécutoire à l'échéance d'un délai de trente jours prenant cours le jour de sa notification, sauf en cas de recours.

Le contrevenant ou les civilement responsables visés à l'article 70, alinéa 4, disposent d'un délai de trente jours prenant cours le jour qui suit celui où la décision a acquis force exécutoire pour acquitter l'amende.

**Art. 74.** Le présent chapitre n'est pas applicable aux mineurs âgés de moins de seize ans au moment des faits.

Titre 8. — Dispositions modificatives, abrogatoires, transitoires et finales

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions modificatives et abrogatoires

**Art. 75.** A l'article 4 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, modifié par le décret-programme du 3 février 2005, les mots « un plan d'alignement » et « ou sur une demande d'ouverture, de modification ou de suppression d'une voirie communales » sont supprimés.

**Art. 76.** L'article 69 du même Code est abrogé.

**Art. 77.** Les articles 129 à 129<sup>ter</sup> du même Code, modifié par le décret du 30 avril 2009 et par le décret du 22 juillet 2010, sont abrogés.

**Art. 78.** Les modifications suivantes sont apportées à l'article 129<sup>quater</sup> du même Code, modifié par le décret du 30 avril 2009 :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « lorsque la demande de permis visée aux articles 84, 88 ou 89 » sont remplacés par les mots « lorsque la demande de permis d'urbanisme, d'urbanisation ou de permis d'urbanisme de constructions groupées » et les mots « la procédure prévue à l'article 129<sup>bis</sup> » sont remplacés par les mots « la procédure prévue aux articles 7 et suivants du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale »;

2° à l'alinéa 2, les mots « lorsque la demande de permis visée aux articles 84, 88 ou 89 » sont remplacés par les mots « lorsque la demande de permis d'urbanisme, d'urbanisation ou de permis d'urbanisme de constructions groupées » et les mots « conformément à l'article 129<sup>ter</sup> » sont remplacés par les mots « conformément aux articles 21 et suivants du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ».

**Art. 79.** Le 7° de l'article 154, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code, modifié par le décret du 30 avril 2009, est abrogé.

**Art. 80.** La loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux, modifiée par le décret de la Région wallonne du 3 juin 2011, est abrogée.

**Art. 81.** L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal de biens ruraux est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les procédures relatives à la création ou la modification des alignements ou à la création, la modification ou la suppression de voiries organisées par le décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ne sont pas applicables dans le cadre des opérations de remembrement qui font l'objet de la présente loi. »

**Art. 82.** Les modifications suivantes sont apportées à l'article 24 de la même loi, modifié par le décret de la Région wallonne du 31 mai 2007 :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 5 et 6 : « L'arrêté d'approbation est notifié au gestionnaire de l'atlas »;

2° à l'alinéa 6 ancien, devenant l'alinéa 7, les mots « à l'atlas des chemins vicinaux et » sont supprimés.

**Art. 83.** L'article 2 de la loi du 12 juillet 1976 portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure, modifié par le décret du Conseil flamand du 1<sup>er</sup> mars 2013, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les procédures relatives à la création ou la modification des alignements ou à la création, la modification ou la suppression de voiries organisées par le décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ne sont pas applicables dans le cadre des opérations de remembrement qui font l'objet de la présente loi. ».

**Art. 84.** Les modifications suivantes sont apportées à l'article 37 de la même loi, modifié par le décret de la Région wallonne du 31 mai 2007 et le décret du Conseil flamand du 20 avril 2012 :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 5 et 6 : « L'arrêté d'approbation est notifié au gestionnaire de l'atlas »;

2° à l'alinéa 6 ancien, devenant l'alinéa 7, les mots « à l'atlas des chemins vicinaux et » sont supprimés.

**Art. 85.** L'alinéa suivant est ajouté à l'article 2 de la loi du 10 janvier 1978 portant des mesures particulières en matière de remembrement à l'amiable de biens ruraux, modifié par le décret du Conseil flamand du 20 avril 2012 :

« Les procédures relatives à la création ou la modification des alignements ou à la création, la modification ou la suppression de voiries organisées par le décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ne sont pas applicables dans le cadre des opérations de remembrement qui font l'objet de la présente loi. ».

**Art. 86.** Les modifications suivantes sont apportées à l'article 45 de la même loi, modifié par le décret du Conseil flamand du 20 avril 2012 :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 4 et 5 : « L'arrêté d'approbation est notifié au gestionnaire de l'atlas »;

2° à l'alinéa 5 ancien, devenant l'alinéa 6, les mots « à l'atlas des chemins vicinaux et » sont supprimés.

**Art. 87.** Les modifications suivantes sont apportées à l'article 96, § 1<sup>er</sup>, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié par le décret de la Région wallonne du 30 avril 2009 et par le décret de la Région wallonne du 22 juillet 2010 :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « de l'article 129bis, § 1<sup>er</sup>, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie » sont remplacés par les mots « du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale » et les mots « la procédure prévue à l'article 129bis, § 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie » sont remplacés par les mots « la procédure prévue aux articles 8 et suivants du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale »;

2° à l'alinéa 2, les mots « conformément à l'article 129ter du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie » sont remplacés par les mots « conformément aux articles 21 et suivants du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale » et les mots « de l'article 129bis, § 1<sup>er</sup>, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie » par les mots « de l'article 7 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale »;

3° à l'alinéa 5, les mots « la procédure prévue à l'article 129bis, § 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie ou, le cas échéant, à celle prévue à l'article 129ter du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie » sont remplacés par les mots « la procédure prévue par les articles 8 à 19 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ou, le cas échéant, la procédure prévue par les articles 21 à 23 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale »;

4° à l'alinéa 8, les mots « Par dérogation à l'article 129bis, § 2, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et, le cas échéant, à l'article 129ter, alinéa 2, » sont remplacés par les mots « Par dérogation aux articles 8 à 20 et 21 à 26 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ».

**Art. 88.** L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article L1216-3 du Code de la démocratie locale est remplacé par la disposition suivante :

« Peuvent assurer des missions de police judiciaire à caractère régional conformément au présent Code :

1° les agents communaux ou d'intercommunales qui assurent une mission de gestion des déchets ou de gestion du cycle de l'eau, pour constater les infractions et contrôler le respect des lois et décrets visés à l'article D.138, alinéa 1<sup>er</sup>, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement et des dispositions réglementaires prises en vertu de ceux-ci;

2° les agents communaux ou d'intercommunales qui assurent une mission en matière de voiries communales au sens du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale pour constater les infractions et contrôler le respect de ce décret et des dispositions réglementaires prises en vertu de celui-ci. ».

**Art. 89.** Le décret du 3 juin 2011 visant à modifier la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux est abrogé.

**Art. 90.** Les règlements provinciaux adoptés en exécution de la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux sont de plein droit abrogés lors de l'entrée en vigueur du règlement général visé à l'article 58, sauf en ce qu'ils règlent le statut des commissaires voyers.

## CHAPITRE II. — Dispositions transitoires

**Art. 91.** La voirie communale au sens de l'article 2, 1°, comprend la voirie communale actuelle et la voirie vicinale au sens de la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux.

Les plans généraux d'alignement et de délimitation des chemins vicinaux au sens de la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux sont consignés dans le registre communal prévu à l'article 9, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 92.** Les procédures administratives en matière d'alignement ou de création, de suppression et de modification des voiries communales en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent décret se poursuivent conformément au droit antérieur, sauf le Titre 4 qui est d'application.

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

**Art. 93.** Le présent décret entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 49 à 53 qui entrent en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 6 février 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

---

Note

(1) *Session 2013-2014.*

*Documents du Parlement wallon*, 902 (2013-2014) N<sup>os</sup> 1 à 11.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 5 février 2014.

Discussion.

Vote.

---

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/201445]

**6. FEBRUAR 2014 — Dekret über das kommunale Verkehrsnetz (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

*Abschnitt 1 — Ziele und Definitionen*

**Artikel 1** - Das vorliegende Dekret hat zum Ziel, die Integrität, die Befahrbarkeit und die Zugänglichkeit der kommunalen Verkehrswege zu erhalten, sowie deren Vermaschung zu verbessern.

Es hat ebenfalls zum Zweck, gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten und in Absprache mit allen betroffenen Verwaltungen und Akteuren, dass die Gemeinden eine Aktualisierung ihres kommunalen Verkehrsnetz vornehmen. Bei dieser Aktualisierung handelt es sich um die Bestätigung, Abschaffung, Verlegung oder Schaffung von kommunalen Verkehrswegen unter Berücksichtigung der örtlichen Gegebenheiten und Rechtslagen und der Notwendigkeit, das kommunale Verkehrsnetz auszudehnen, um auf die derzeitigen und zukünftigen Bedürfnisse auf dem Gebiet der sanften Mobilität einzugehen.

Es beeinträchtigt keinesfalls die durch das Forstgesetzbuch, durch das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, sowie durch das Dekret vom 11. März 2004 über die Infrastrukturen zur Ansiedlung von wirtschaftlichen Aktivitäten eingeführten Sonderbestimmungen.

**Art. 2** - Es gelten folgende Definitionen:

1° kommunaler Verkehrsweg: ein dem Verkehr der Öffentlichkeit vorbehaltener Landverkehrsweg, ungeachtet des Eigentums seiner Grundfläche, einschließlich seiner Nebenanlagen, die zu seiner Erhaltung notwendig sind, dessen Verwaltung der Gemeindebehörde obliegt;

2° Änderung eines kommunalen Verkehrswegs: Erweiterung oder Verschmälerung der Fläche, die für den Verkehr der Öffentlichkeit bestimmt ist, mit Ausnahme der Ausrüstungen der Verkehrswege;

3° für den Verkehr der Öffentlichkeit bestimmte Fläche: der zwischen den äußeren Grenzen der unterschiedslos für die Verkehrsteilnehmer, einschließlich für das Parken der Fahrzeuge, bestimmten Fläche und deren Seitenstreifen, eingeschlossene Raum;

4° allgemeine Fluchtlinie: grafisches Dokument mit verordnetem Charakter, das in einem Plan angeführt wird und das die sowohl gegenwärtigen, als auch zukünftigen Längsgrenzen eines oder mehrerer Verkehrswege bestimmt; es gibt den Grundstücken, die in das Verkehrsnetz eingegliedert sind oder werden, eine öffentliche Zweckbestimmung; diese Grundstücke sind somit gegebenenfalls mit einer gesetzlichen gemeinnützigen Dienstbarkeit belastet;

5° besondere Fluchtlinie: gegenwärtige oder zukünftige Grenze zwischen dem öffentlichen Verkehrsweg und einem bestimmten privaten Eigentum;

6° Abgrenzungsplan: topographischer Plan zur Festlegung der Position der Längsgrenzen des kommunalen Verkehrswegs;

7° Atlas der kommunalen Verkehrswege oder Atlas: digitales Verzeichnis in wörtlicher und kartographischer Form, das gemäß dem vorliegenden Dekret erstellt und aktualisiert wird;

8° öffentliche Benutzung: durchgehende, ununterbrochene und unzweideutige Durchfahrt der Öffentlichkeit für den öffentlichen Verkehr, unter der Voraussetzung, dass sie mit der Absicht stattfindet, den betreffenden Landstreifen für diesen Zweck zu benutzen, und dass er nicht auf der einfachen Toleranz des Eigentümers beruht;

9° Einsendung: jede Einsendung, sowie deren Erhalt, der bzw. dem jeder Zustellungsdienst ein sicher feststehendes Datum verleihen kann; die Regierung kann die Liste der von ihr anerkannten Methoden festlegen, durch die die Einsendung und der Erhalt mit einem sicher feststehenden Datum versehen werden können.

#### Titel 2 — Fluchtlinien

**Art. 3** - Die besondere Fluchtlinie wird gemäß dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung durch das Gemeindegremium verabschiedet.

**Art. 4** - Die kommunalen Verkehrswege können in einen allgemeinen Fluchtlinienplan eingetragen werden.

**Art. 5** - Der Gemeinderat entscheidet über die Erstellung des Entwurfs eines allgemeinen Fluchtlinienplans. Auf Antrag des Gemeinderates erstellt das Gemeindegremium den Entwurf des allgemeinen Fluchtlinienplans und unterzieht ihn einer öffentlichen Untersuchung. Die öffentliche Untersuchung erfolgt gemäß dem Abschnitt 5 des Titels 3.

Sobald die öffentliche Untersuchung abgeschlossen ist, legt das Gemeindegremium den Entwurf des allgemeinen Fluchtlinienplans dem Provinzkollegium zur Begutachtung vor. Innerhalb von sechzig Tagen ab dem Eingang des Antrags auf Begutachtung übermittelt das Provinzkollegium dem Gemeindegremium sein Gutachten; in Ermangelung davon gilt sein Gutachten als günstig.

Innerhalb von hundertzwanzig Tagen ab dem Abschluss der öffentlichen Untersuchung nimmt der Gemeinderat die Ergebnisse der öffentlichen Untersuchung und des Gutachtens des Provinzkollegiums zur Kenntnis und verabschiedet gegebenenfalls den allgemeinen Fluchtlinienplan; in Ermangelung davon gilt der allgemeine Fluchtlinienplan als abgelehnt.

Die Öffentlichkeit wird nach den in Artikel L1133-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehenen Modalitäten darüber informiert und der Beschluss wird den anliegenden Eigentümern außerdem schriftlich übermittelt.

Die Bestimmungen bezüglich der Verabschiedung des allgemeinen Fluchtlinienplans sind auf dessen Revision oder dessen Aufhebung anwendbar.

Die Regierung kann die Formen und den Inhalt des allgemeinen Fluchtlinienplans bestimmen.

**Art. 6** - Der allgemeine Fluchtlinienplan wird unbeschadet der bürgerlichen Rechte von Drittpersonen verabschiedet.

#### Titel 3 — Kommunale Verkehrswege

##### KAPITEL I — *Schaffung, Änderung und Abschaffung von kommunalen Verkehrswegen durch öffentliche Behörden oder Privatpersonen*

##### Abschnitt 1 — Grundsätze

**Art. 7** - Unbeschadet des Artikels 27 darf niemand einen kommunalen Verkehrsweg ohne die vorherige Zustimmung des Gemeinderates oder gegebenenfalls der Regierung, die über Einsprüche entscheidet, schaffen, ändern oder abschaffen.

Die Regierung kann die Liste der Änderungen bestimmen, die nicht der in Absatz 1 erwähnten vorherigen Zustimmung unterliegen.

**Art. 8** - Jede natürliche oder juristische Person, die ein Interesse begründet, der Gemeinderat, die Regierung, der beauftragte Beamte im Sinne des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie oder der technische Beamte im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung gemeinsam mit dem beauftragten Beamten können einen Antrag auf die Schaffung, Änderung oder Abschaffung eines kommunalen Verkehrsweges per Einsendung an den Gemeinderat unterbreiten.

**Art. 9** - § 1. Der Beschluss über die Zustimmung zur Schaffung oder Änderung eines kommunalen Verkehrsweges enthält die in Artikel 11 erwähnten Informationen.

Er hat zum Zweck, die Vermaschung der Verkehrswege zu sichern oder zu verbessern, den Verkehr der schwachen Verkehrsteilnehmer zu erleichtern und die Verwendung von sanften Verkehrsmitteln zu fördern.

Er wird in einem Gemeindegeregister verzeichnet, das von dem im Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehenen Register der Gemeindebeschlüsse unabhängig ist.

Der Beschluss des Gemeinderates oder der Regierung bewirkt keine Freistellung von der erforderlichen Städtebaugenehmigung.

§ 2. Im Beschluss zur Abschaffung eines kommunalen Verkehrsweges werden die in Artikel 46 vorgesehenen Vorzugsrechte erwähnt.

**Art. 10** - Die Gemeinden und Eigentümer von Parzellen, die frei von Lasten und Dienstbarkeiten sind, können vereinbaren, diese dem öffentlichen Verkehr zuzuteilen. Diese Vereinbarungen werden für eine Dauer von höchstens neunundzwanzig Jahren getroffen und sind nur durch eine neue ausdrückliche Vereinbarung erneuerbar. Diese Vereinbarungen werden in die Register des Hypothekenbeamten in dem Bezirk eingetragen, in dem sich der Verkehrsweg befindet.

Der kommunale Verkehrsweg wird auf den derart gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels gebildeten Grundflächen für eine Dauer geschaffen, geändert oder abgeschafft, die das Ende der Vereinbarung nicht überschreiten darf.

Die Regierung erlässt die Durchführungsmaßnahmen zu vorliegendem Artikel.

*Abschnitt 2 — Verfahren erster Instanz*

**Art. 11** - Die dem Gemeinderat übermittelte Akte zur Beantragung der Schaffung, Änderung, Bestätigung oder Abschaffung eines kommunalen Verkehrsweges enthält:

1° ein allgemeines Schema des Verkehrswegenetzes, in das sich der Antrag einfügt;

2° eine Begründung des Antrags im Hinblick auf die der Gemeinde in Sachen Sauberkeit, gesundheitliche Zutraglichkeit, Sicherheit, Ruhe, Benutzer- oder Anwenderfreundlichkeit und leichter Durchgang in den öffentlichen Räumen obliegenden Befugnisse;

3° einen Abgrenzungsplan.

Die Regierung kann die Formen des Antrags bestimmen.

**Art. 12** - Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Antrags unterbreitet das Gemeindegremium den Antrag einer öffentlichen Untersuchung gemäß Abschnitt 5.

**Art. 13** - Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung unterbreitet das Gemeindegremium den Antrag und die Ergebnisse der öffentlichen Untersuchung dem Gemeinderat.

**Art. 14** - Wenn der Antrag einen Verkehrsweg betrifft, der sich auf das Gebiet einer oder mehrerer angrenzenden Gemeinden ausdehnt, werden der Antrag und die Ergebnisse der öffentlichen Untersuchung gleichzeitig an die Gemeinderäte dieser Gemeinden und an das Provinzkollegium gesandt, das für das Gebiet einer jeden Gemeinde, auf dem sich der Verkehrsweg befindet, der Gegenstand des Antrags ist, zuständig ist.

Die Gemeinderäte und der oder die Provinzkollegien geben ihr Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang der Akte ab; in Ermangelung dessen wird dies außer Acht gelassen.

Wenn die Gutachten des Provinzkollegiums oder der Provinzkollegien innerhalb der eingeräumten Fristen abgegeben werden, sind sie für die betroffenen Gemeinderäte gleichlautende Gutachten.

**Art. 15** - Der Gemeinderat nimmt von den Ergebnissen der öffentlichen Untersuchung und gegebenenfalls von den Gutachten der Gemeinderäte und der Provinzkollegien Kenntnis.

Innerhalb von fünfundsiebzig Tagen ab dem Eingang des Antrags befindet er über die Schaffung, Änderung oder Abschaffung der kommunalen Verkehrsweges. In dem in Artikel 14 erwähnten Fall wird diese Frist auf hundertfünf Tage verlängert.

**Art. 16** - Falls kein Beschluss innerhalb der eingeräumten Frist vorliegt, kann der Antragsteller an den Gemeinderat ein Erinnerungsschreiben per Einsendung richten.

Falls der Gemeinderat seinen Beschluss nicht innerhalb von dreißig Tagen ab dem Eingang des Erinnerungsschreibens fasst, gilt der Antrag als abgelehnt.

**Art. 17** - Das Gemeindegremium setzt den Antragsteller innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Beschluss oder ab dem Fehlen eines Beschlusses durch Einsendung davon in Kenntnis. Außerdem sendet das Kollegium der Regierung oder ihrem Vertreter seinen ausdrücklichen oder stillschweigenden Beschluss.

Die Öffentlichkeit wird von dem ausdrücklichen oder stillschweigenden Beschluss durch Bekanntmachung gemäß den in Artikel L1133-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehenen Modalitäten in Kenntnis gesetzt, wobei vorausgesetzt wird, dass der Beschluss unverzüglich und während fünfzehn Tagen in seiner Vollständigkeit ausgehängt wird.

Der Beschluss wird zudem den anliegenden Eigentümern unverzüglich und in seiner Vollständigkeit zugestellt.

*Abschnitt 3 — Einspruch bei der Regierung*

**Art. 18** - Der Antragsteller oder jede Drittperson, die ein Interesse begründet, kann bei der Regierung Einspruch einlegen.

Unter Gefahr der Ungültigkeit wird der Einspruch innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag, der auf das erste der nachstehenden Ereignisse folgt, an die Regierung gesandt:

- Eingang des Beschlusses oder Ablauf der Fristen für den Antragsteller und die Behörde, die den Antrag unterbreitet hat.

- Aushang für die betroffenen Drittpersonen.

- Veröffentlichung im Atlas gemäß Artikel 53, für den Antragsteller, die Behörde, die den Antrag unterbreitet hat oder die betroffenen Drittpersonen.

**Art. 19** - Innerhalb von sechzig Tagen ab dem ersten Tag, der auf den Eingang des Einspruchs folgt, stellt die Regierung dem Einsprucherheber und dem Gemeinderat, dem Antragsteller und der Behörde, die den Antrag unterbreitet hat, ihren Beschluss per Einsendung zu. Falls mehrere Einsprüche vorliegen, läuft die Frist ab dem ersten Tag, der auf den Eingang des letzten Einspruchs folgt.

In Ermangelung dessen wird der Beschluss des Gemeinderates bestätigt.

Die Öffentlichkeit wird von dem ausdrücklichen oder stillschweigenden Beschluss gemäß den in Artikel L1133-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehenen Modalitäten in Kenntnis gesetzt und der Beschluss wird den anliegenden Eigentümern außerdem zugestellt.

**Art. 20** - Die Regierung kann die Formen des Einspruchs bestimmen.

*Abschnitt 4 — Anträge, die die Änderung eines allgemeinen Fluchtlinienplans voraussetzen*

**Art. 21** - In Abweichung von Artikel 5, wenn der in den Artikeln 7 und 8 erwähnte Antrag auf Schaffung, Änderung oder Abschaffung eines kommunalen Verkehrsweges die Änderung eines Fluchtlinienplans zur Folge hat, kann der Antragsteller einen Entwurf eines Fluchtlinienplans erstellen und dem Gemeindegremium gleichzeitig den Antrag und den Entwurf des Fluchtlinienplans senden.

In diesem Fall unterzieht das Gemeindegremium den Antrag zusammen mit dem Entwurf des Fluchtlinienplans einer öffentlichen Untersuchung.

**Art. 22** - Der Gemeinderat befindet gleichzeitig durch getrennte Beschlüsse über den Antrag und den Entwurf des Fluchtlinienplans.

**Art. 23** - Die in Artikel 15, Absatz 2 erwähnte Frist von fünfundsiebzig oder hundertfünf Tagen wird verdoppelt. Die Bestimmungen der Artikel 7 bis 20 sind auf einen in Artikel 21 erwähnten Antrag anwendbar.

*Abschnitt 5 — Öffentliche Untersuchung*

**Art. 24** - Die öffentliche Untersuchung wird gemäß den folgenden Grundsätzen organisiert:

1° die Dauer der öffentlichen Untersuchung beträgt dreißig Tage; diese Frist wird zwischen dem 16. Juli und dem 15. August ausgesetzt; diese Aussetzung betrifft ebenfalls die in dem vorliegenden Titel und im Titel 2 erwähnten Fristen für die Konsultierung und Beschlussfassung;

2° während der öffentlichen Untersuchung sind die Akten werktags und an einem Tag in der Woche bis zwanzig Uhr oder an einem Samstagmorgen oder auf Verabredung im Rathaus zugänglich;

3° jede betroffene Drittperson kann technische Erklärungen erhalten;

4° jede betroffene Drittperson kann vor dem Abschluss der öffentlichen Untersuchung oder am Tag der Abschlussitzung der betreffenden Untersuchung ihre Bemerkungen und Beschwerden per Fernkopie, per elektronische Post, falls die Gemeinde zu diesem Zweck eine Anschrift festgelegt hat, per einfache Post äußern, oder diese dem Raumordnungs- und Städtebauberater, dem Gemeindegremium oder dem zu diesem Zweck beauftragten Gemeindegemeindediensteten mitteilen; bei Strafe der Nichtigkeit werden die Einsendungen per Post oder per Fernkopie mit dem Datum versehen und unterzeichnet; in den Einsendungen per elektronische Post werden die Identität und das Datum angegeben;

5° die öffentliche Untersuchung wird folgendermaßen angekündigt:

a) durch Plakate in schwarzen Buchstaben auf gelbem Papier von mindestens 35dm<sup>2</sup>, die entlang dem öffentlichen Verkehrsweg alle 50 Meter auf der Straßenseite des Grundstücks angebracht werden; wenn das Grundstück nicht an einen befahrbaren öffentlichen Verkehrsweg grenzt, werden sie von der Gemeindeverwaltung entlang dem nächstliegenden befahrbaren öffentlichen Verkehrsweg mit jeweils zwei Bekanntmachungen pro Hektar Gelände angebracht;

b) durch Bekanntmachung in den lokalen Seiten einer je nach Fall französisch- oder deutschsprachigen Tageszeitung; wenn ein kommunales Informationsblatt oder eine Reklamezeitung vorhanden sind, die kostenlos an die Bevölkerung verteilt werden, wird die Bekanntmachung ebenfalls dort veröffentlicht;

c) per Schreiben an die Eigentümer der in einem Umkreis von 50 Metern ab den Grenzen der Grundstücke, die Gegenstand des Antrags sind, gelegenen Immobiliengüter.

**Art. 25** - Wenn die Anzahl Personen, die individuell Beschwerden und Bemerkungen eingereicht haben, fünfundzwanzig oder mehr beträgt, organisiert das Gemeindegremium innerhalb von zehn Tagen ab dem Abschluss der Untersuchung eine Konzertierungsversammlung.

An dieser Versammlung nehmen teil:

1° die Gemeindeverwaltung und die von ihr eingeladenen anderen Verwaltungen;

2° die Vertreter der Beschwerdeführer;

3° der Antragsteller und seine Berater.

Keine dieser Gruppe darf aus mehr als fünf Vertretern bestehen.

Um die Konzertierungsversammlung vorzubereiten, schreibt die Gemeindeverwaltung an jeden einzelnen Beschwerdeführer, mit der Bitte, höchstens fünf Vertreter zu bezeichnen.

Sie legt Tag und Stunde für die Versammlung fest, und stellt die Liste der Beschwerdeführer zu.

Die Gemeindeverwaltung erstellt einen Bericht über die Konzertierungsversammlung und sendet ihn an alle Teilnehmer.

**Art. 26** - Die Regierung oder die Gemeinde können über jede zusätzliche Form der Information, Bekanntmachung und Konsultierung entscheiden.

*KAPITEL II — Schaffung, Änderung und Abschaffung der kommunalen Verkehrswege durch öffentliche Benutzung*

**Art. 27** - Ein kommunaler Verkehrsweg kann durch Verjährung nach dreißig Jahren, oder durch Verjährung nach zehn Jahren wenn er in einem Fluchtlinienplan eingetragen ist, durch die öffentliche Benutzung geschaffen oder geändert werden.

**Art. 28** - Wenn die Grundfläche ein Privateigentum ist, hat die öffentliche Benutzung nach Ablauf einer der in Artikel 27 erwähnten Fristen die Bildung eines öffentlichen Wegebenutzungsrechts zur Folge.

Kommen zu der öffentlichen Benutzung von der Gemeinde getätigte Aneignungen hinzu, gehört der kommunale Verkehrsweg dieser außerdem in Volleigentum nach Ablauf einer ab der ersten Aneignung laufenden Frist von dreißig Jahren, oder von zehn Jahren wenn der Verkehrsweg in einem Fluchtlinienplan eingetragen ist.

**Art. 29** - Die Schaffung und Änderung des Verkehrsweges sind Gegenstand einer Urkunde, durch die diese festgestellt werden und gegen die kein administrativer Einspruch erhoben werden kann, und die vom Gemeinderat verabschiedet wird, auf Initiative der Gemeinde oder auf Antrag der in Artikel 8 erwähnten Personen. Diese Feststellungsurkunde ist Gegenstand von Bekanntmachungsmaßnahmen gemäß den Artikeln 17 und 50.

Die Beantragungsakte enthält eine Begründung des Antrags gemäß der Definition der öffentlichen Benutzung, so wie sie in Artikel 2, 8° vorgesehen ist.

**Art. 30** - Die kommunalen Verkehrswege können nicht durch Verjährung abgeschafft werden.

**Art. 31** - Das vorliegende Kapitel ist nicht auf die in Artikel 10 erwähnten Verkehrswege anwendbar.

*KAPITEL III — Grenzvermarkung der kommunalen Verkehrswege*

**Art. 32** - Auf Beschluss des Gemeinderates wird die Grenzvermarkung kontradiktorisch zwischen dem Gemeindegremium und den anliegenden Eigentümern gemäß dem Abgrenzungsplan vorgenommen.

Der Wegekommissar ist bei der Grenzvermarkung anwesend. Die Grenzvermarkung wird durchgeführt, auch wenn die anliegenden Eigentümer nicht anwesend sind.

**Art. 33** - Es werden ein Plan und ein ausführliches Protokoll der Grenzvermarkung der Verkehrswege aufgestellt. In dem Protokoll werden insbesondere alle Punkte des Plans angegeben, an denen die entweder ganz oder halb sichtbaren Grenzsteine angebracht werden. Diese Schriftstücke werden vom Gemeindegremium, von den anliegenden Eigentümern und vom Wegekommissar unterzeichnet. Wenn die anliegenden Eigentümer bei der Grenzvermarkung nicht anwesend waren oder die Unterzeichnung verweigert haben, wird dies angegeben.

**Art. 34** - Die Protokolle der Grenzvermarkung und die Pläne werden dem Gemeinderat zur Genehmigung unterbreitet. Eine beglaubigte Abschrift dieser Protokolle und der Pläne wird den anliegenden Eigentümern übermittelt.

**Art. 35** - Die durch die Grenzvermarkung entstandenen Kosten gehen zu Lasten der Gemeinde.

## KAPITEL IV — Grundstückserwerb und Enteignung

## Abschnitt 1 — Freihändiger Grundstückserwerb

**Art. 36** - Nachdem die Schaffung oder Änderung der Verkehrswege genehmigt wurden, oder die allgemeinen Fluchtlinienpläne beschlossen wurden, wird im Rahmen des Möglichen der freihändige Erwerb der privaten Grundstücken vorgenommen, die zu benutzen sind.

Das Gemeindekollegium verhandelt mit den betroffenen Eigentümern die Erwerbsbedingungen entweder für eine Summe Geld oder im Wege des Tausches, wobei der Beschluss zum Erwerb oder zum Tausch dem Gemeinderat obliegt.

Die Verträge über gütliche Abtretungen, die Quittungen und anderen Urkunden in Bezug auf den Erwerb von Immobiliengütern können kostenlos durch Vermittlung des Bürgermeisters, der im Namen der Gemeinde handelt, unbeschadet des Rechts für den Abtretenden, das Einschalten eines Notars seiner Wahl anzufordern, erstellt werden.

## Abschnitt 2 — Enteignung

**Art. 37** - Die Gemeinden können die für die Durchführung der Fluchtlinienpläne oder Verkehrswege erforderlichen Immobiliengüter durch Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken erwerben.

Um die zur Durchführung eines Fluchtlinienplans erforderlichen Enteignungen vorzunehmen, muss die Gemeinde im Besitz eines durch die Regierung genehmigten Enteignungsplans sein, der auf das gesamte oder einen Teil des im Fluchtlinienplan oder im Abgrenzungsplan angeführten Gebiets Anwendung findet. Der Erlass der Regierung kann gleichzeitig den Fluchtlinienplan, den Abgrenzungsplan und den sich auf diese beziehenden Enteignungsplan betreffen.

**Art. 38** - Im Enteignungsplan wird der Umkreis der zu enteignenden, einzeln stehenden oder in Zonen gruppierten Immobiliengüter angegeben unter Erwähnung, gemäß dem Kataster, des Flurs, der Nummern, der Fläche und der Art der Parzellen, sowie des Namens der Eigentümer.

Bezüglich der auszuführenden Arbeiten und Immobiliengeschäfte kann er sich darauf beschränken, die Vorschriften des Fluchtlinienplans oder des Abgrenzungsplans zu übernehmen.

**Art. 39** - § 1. Wird der Enteignungsplan zur gleichen Zeit wie der Fluchtlinienplan oder die Akte für die Schaffung oder Änderung des Verkehrsweges erstellt, so unterliegen beide den für die Erstellung des Fluchtlinienplans vorgeschriebenen Formalitäten.

§ 2. Wird der Enteignungsplan später als der Fluchtlinienplan oder der Beschluss zur Schaffung oder Änderung des Verkehrsweges erstellt, so muss die Gemeinde innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Antrag der Regierung den Enteignungsplan einer öffentlichen Untersuchung gemäß Titel 3, Kapitel I, Abschnitt 5 unterwerfen.

Die Regierung bewilligt den Enteignungsplan innerhalb von sechzig Tagen nach Eingang der vollständigen Akte. Diese Frist kann mittels eines begründeten Erlasses um dreißig Tage verlängert werden.

Falls der Erlass der Wallonischen Regierung nicht innerhalb dieser Fristen eingesandt wird, kann die Gemeinde der Regierung per Einschreiben ein Erinnerungsschreiben zusenden. Wenn nach Ablauf einer neuen Frist von sechzig Tagen, die am Abgabetag des Erinnerungsschreibens beim Postamt beginnt, die Gemeinde noch immer keinen Beschluss von der Regierung erhalten hat, so gilt der Enteignungsplan als abgelehnt.

Der Genehmigungserlass wird im Belgischen Staatsblatt in Form einer Bekanntmachung veröffentlicht.

**Art. 40** - Wenn die Gemeinde über einen von der Regierung genehmigten Enteignungsplan verfügt, wird sie von der Erledigung der verwaltungstechnischen Formalitäten, die durch jede andere gesetzliche Bestimmung in Sachen Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken vorgeschrieben sind, freigestellt.

**Art. 41** - Bei der Berechnung des Wertes des enteigneten Immobiliengutes wird weder der sich aus den Bestimmungen des Fluchtlinienplans oder der Akte bezüglich der Schaffung oder Änderung des Verkehrsweges ergebende Mehr- oder Minderwert, noch die sich infolge von in Übertretung der Bestimmungen des Fluchtlinienplans oder des Beschlusses zur Schaffung oder Änderung des Verkehrsweges ausgeführten Arbeiten und Veränderungen ergebende Wertsteigerung des Immobiliengutes berücksichtigt, wenn diese Arbeiten nach Abschluss der öffentlichen Untersuchung über den Plan oder den Verkehrsweg ausgeführt worden sind.

**Art. 42** - Aufeinanderfolgend angeordnete Enteignungen im Hinblick auf die Durchführung des Fluchtlinienplans oder des Beschlusses zur Schaffung oder Änderung des Verkehrsweges, auch wenn diese revidiert wurden, werden hinsichtlich der Werteinschätzung der zu enteignenden Güter ab dem Datum des ersten Enteignungserlasses als Ganzes angesehen.

**Art. 43** - Auf Antrag der Gemeinde können die beim Föderalen Öffentlichen Dienst Finanzen eingerichteten Immobilienerwerbskomitees mit jeglichen zur Durchführung von Fluchtlinienplänen oder des Beschlusses zur Schaffung oder Änderung des Verkehrsweges zu tätigen Anschaffungen und Enteignungen sämtlicher Immobiliengüter, sowie mit dem Abschluss jeglicher zur Durchführung der Flurbereinigung oder der Umlegung der Grundbesitze bestimmten Abkommen beauftragt werden. Die beim Föderalen Öffentlichen Dienst Finanzen eingerichteten Immobilienerwerbskomitees sind befugt, ohne besondere Formalitäten die aufgrund der Fluchtlinienpläne oder des Beschlusses zur Schaffung oder Änderung des Verkehrsweges erworbenen oder enteigneten Immobilien öffentlich oder im freihändigen Verfahren zu verkaufen. Es können von den in diesem Absatz erwähnten Urkunden Ausfertigungen ausgehändigt werden.

Die Vorsitzenden der Erwerbskomitees sind dazu befugt, die Gemeinde vor Gericht zu vertreten.

**Art. 44** - Die Enteignungen werden in Anwendung des durch das Gesetz vom 26. Juli 1962 bezüglich des Dringlichkeitsverfahrens in Sachen Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken eingeführten Gerichtsverfahrens durchgeführt.

**Art. 45** - Wenn innerhalb einer Frist von zehn Jahren ab der Genehmigung des Enteignungsplans der in Artikel 37 erwähnte Erwerb von Immobiliengütern noch nicht stattgefunden hat oder das Enteignungsverfahren noch nicht eingeleitet worden ist, so hat der Eigentümer das Recht, per Einsendung die Gemeinde aufzufordern, auf die Enteignung seines Eigentums zu verzichten.

Die Regierung wird von dieser Mahnung per Einsendung in Kenntnis gesetzt.

Wenn vor dem Inkrafttreten eines Fluchtlinienplans der Beschluss zur Schaffung oder Änderung des Verkehrsweges, die Städtebaugenehmigung, die Verstärkungsgenehmigung, die Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten oder die Globalgenehmigung verweigert wird, um die zukünftige Raumordnungsplanung nicht zu beeinträchtigen, läuft die Frist von zehn Jahren ab der Einsendung der Genehmigungsverweigerung.

Wenn die Gemeinde innerhalb von einem Jahr ab dem Datum der Einsendung des Einschreibens ihre Stellungnahme nicht abgegeben hat, kann der Eigentümer eine Entschädigung im Rahmen der in Artikel 70 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie vorgesehenen Grenzen erhalten.

#### KAPITEL V — *Vorzugsrechte*

**Art. 46** - Unbeschadet des in Artikel 23 des Gesetzes vom 17. April 1835 über die Enteignung zu gemeinnützigen Zwecken vorgesehenen Rückübertragungsrechts zugunsten der früheren Eigentümer kann der Teil eines Verkehrsweges, der infolge seiner Abschaffung oder Änderung ungenutzt ist, wieder das Volleigentum der folgenden Anspruchsberechtigten nach der Vorzugsreihenfolge werden:

1° zugunsten der Region, wenn der Erwerb dieses Teils zur ökologischen Vermaschung beiträgt oder ein Interesse für die Erhaltung oder Wiederinstandsetzung der Artenvielfalt aufweist;

2° zugunsten der Anwohner dieses Teils.

**Art. 47** - Die in Artikel 46 erwähnten Anspruchsberechtigten, die diesen ungenutzten Teil des Verkehrsweges erwerben möchten, stellen dem Gemeindegremium ihr Vorhaben zu und bezeichnen gleichzeitig ihren Sachverständigen, wobei der andere Sachverständige von der Gemeindeverwaltung bezeichnet wird.

Beide Sachverständige nehmen die Bewertung des Bodens vor, nachdem sie ihren Eid vor dem Friedensrichter abgelegt haben, es sei denn, sie wurden von den Parteien davon befreit.

Bei Unstimmigkeit zwischen den Sachverständigen ernennt der Friedensrichter einen dritten Sachverständigen.

Das einer Eintragungsformalität unterworfenen Protokoll des Sachverständigengutachtens wird dem Gemeinderat übermittelt.

**Art. 48** - Falls die in Artikel 46 erwähnten Anspruchsberechtigten auf das Recht zur Angebotsabgabe verzichten oder ihr Angebot nicht innerhalb der gesetzlichen Frist machen, kann die Grundfläche des abgeschafften Verkehrsweges gemäß den vorgeschriebenen Formen für den Verkauf der kommunalen Grundstücke veräußert werden.

#### Titel 4 — Atlas der kommunalen Verkehrswege

**Art. 49** - Der Atlas enthält insbesondere die nachstehenden einzelnen Informationen in koordinierter Form, wobei jedoch der Zugang zu den früheren Informationen bewahrt bleibt:

1° die administrativen und gerichtlichen Beschlüsse bezüglich der gegenwärtigen oder zukünftigen allgemeinen Fluchtlinien;

2° die administrativen und gerichtlichen Beschlüsse bezüglich der gegenwärtigen oder zukünftigen besonderen Fluchtlinien;

3° die administrativen und gerichtlichen Beschlüsse in Bezug auf die Schaffung, Abschaffung, Reservierung und Änderung eines kommunalen Verkehrsweges;

Diesen Informationen wird eine Beschreibung und Begründung ihres entweder juristischen oder informativen Wertes beigefügt.

Die Regierung ist befugt, die Liste der einzelnen, im Atlas enthaltenen Informationen zu vervollständigen oder zu ergänzen und die Art und Weise festzulegen, wie diese Informationen organisiert und übermittelt werden.

**Art. 50** - Die Behörden oder Verwaltungsdienste, die der Region, den Provinzen und den Gemeinden unterliegen, und jede betroffene Person übermitteln der Regierung oder ihrem Vertreter spontan und unverzüglich die administrativen und gerichtlichen Beschlüsse, sowie jede andere Information, über die sie verfügen, durch die die Ausarbeitung und Aktualisierung des Atlas ermöglicht wird.

Die Urheber der Beschlüsse sind jeder in seinem Bereich für diese verantwortlich.

**Art. 51** - Die in Ausführung des Titels 2 und des Kapitels I von Titels gefassten Beschlüsse und Amtshandlungen werden erst ab deren Einsendung an die Regierung oder an ihren Vertreter, der mit der Verwaltung des Atlas beauftragt ist, rechtskräftig, ungeachtet wer der Urheber dieser Einsendung ist.

**Art. 52** - Unter Gefahr eines Verfahrensaufschubs wird jeder verfahrenseinleitende Akt bezüglich einer Angelegenheit, die einen kommunalen Verkehrsweg betrifft, in das Hypothekenregister des Ortes, wo die Güter liegen, eingetragen und auf Betreiben des Gerichtsvollziehers der Behörde angekündigt.

In dem verfahrenseinleitenden Akt ist die Katasterbezeichnung der betreffenden Immobiliargüter enthalten und wird deren Eigentümer identifiziert, und zwar in der in den Artikeln 139 und 140 des Hypothekengesetzes vorgesehenen Form und unter Androhung der in diesen Artikeln angegebenen Strafe.

Jegliche in dieser Sache gefällte Entscheidung wird am Rande der Eintragung der Vorladung und des Bescheids, gemäß dem in Artikel 84 des Gesetzes vom 16. Dezember 1851 über die Revision der Hypothekenordnung vorgesehenen Verfahren, vermerkt.

Der Greffier des Zivil- oder Strafgerichts stellt der Regierung oder ihrem Vertreter, der mit der Verwaltung des Atlas beauftragt ist, eine Abschrift der vor dem in der Hauptsache zuständigen Gericht sowohl in erster Instanz, als auch in Berufung gefällten Entscheidungen zu.

**Art. 53** - Die ausführlichen Informationen des Atlas sind der Öffentlichkeit im Rahmen der von der Regierung festgelegten Bedingungen und Modalitäten zugänglich.

Die Regierung verabschiedet unter anderem die Zeitpläne, den Preis der Abschriften und die technischen Modalitäten für den Zugang zum Atlas.

#### Titel 5 — Aktualisierung der kommunalen Verkehrswege

##### KAPITEL I — *Grundsätze*

**Art. 54** - § 1. Die Gemeinden nehmen die Untersuchung und die systematische, ausführliche Bestandsaufnahme ihrer allgemeinen Fluchtlinienpläne und ihrer Verkehrswege bzw. vermeintlichen Verkehrswege vor.

§ 2. Es werden lokale Ausschüsse für jede Gemeinde gegründet.

Sie setzen sich aus Vertretern der Verkehrsteilnehmer und der Vereinigungen für die Förderung der sanften Mobilität sowie aus Vertretern der Eigentümer, Inhaber eines Bodenrechts und Landwirte zusammen. Sie werden vor allem damit beauftragt, die Gemeinden bei der Untersuchung und der Bestandsaufnahme im Sinne von § 1 zu unterstützen, u.a. indem sie eine Erkundung vor Ort durchführen.



**Art. 55** - Auf der Grundlage der Untersuchung und der Bestandsaufnahme gemäß Artikel 54 nehmen die Gemeinden die Aufhebung, Revision oder Erstellung der allgemeinen Fluchtlinienpläne und die Schaffung, Abänderung, Bestätigung oder Abschaffung der Verkehrswege je nach der vorhandenen Sach- und Rechtslage vor und zwar mit dem Zweck, die Erfüllung der in Artikel 1 dargelegten Ziele zu gewährleisten.

Anstatt sie zu ändern oder abzuschaffen, haben die Gemeinden zwecks der Bildung einer Verkehrswegereserve die Möglichkeit, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Dekrets rechtlich existierenden Verkehrswege, die bei der Beschlussfassung des Gemeinderats aus folgenden kumulativen Gründen als für den öffentlichen Verkehr nicht nützlich erachtet werden, in einen allgemeinen Fluchtlinienplan abzuqualifizieren:

- 1° keine tatsächliche Benutzung durch die Öffentlichkeit,
- 2° Mangel an aktuellem Interesse gemäß Artikel 9, § 1, Absatz 2,
- 3° Aussicht auf eine tatsächliche Benutzung durch die Öffentlichkeit.

**Art. 56** - Die Regierung ist befugt, die Ausführungsmodalitäten der Artikel 54 und 55 zu bestimmen, insbesondere was die Methodik und den Zeitplan betrifft.

**Art. 57** - Beschlüsse in Ausführung von Artikel 55 Absatz 1 werden gemäß Titel 3 gefasst und ggf. auch gleichzeitig gemäß Titel 2.

Beschlüsse in Ausführung von Artikel 55 Absatz 2 werden nur gemäß Titel 3 gefasst.

#### Titel 6 — Polizeiverordnung zur Verwaltung der kommunalen Verkehrswege

**Art. 58** - Die Regierung ist befugt, eine allgemeine Polizeiverordnung zur Verwaltung der kommunalen Verkehrswege zu verabschieden, einschließlich einer obligatorischen harmonisierten Kennzeichnung.

Die Verordnung kann sich u.a. auf die Bauten und Anpflanzungen entlang der Verkehrswege, die Verwaltung der Gräben, Aushübe und Böschungen, die Ausschachtungsgrenzen in der Nähe der Verkehrswege, die verschiedenen Verteidigungsmöglichkeiten im Zusammenhang mit den auf den Verkehrswegen bzw. in deren Umgebung begangenen Taten, die Wegweiser und Hinweisschilder, die Pflege der Anpflanzungen am Rand des Verkehrswegenetzes, die Benutzung und Inanspruchnahme des Verkehrswegenetzes, und das Abfließen von Wasser beziehen.

**Art. 59** - In diesem Bereich können die Gemeinden zusätzliche relevante Bestimmungen verabschieden.

#### Titel 7 — Straftaten, Straf- und Entschädigungsmaßnahmen

##### KAPITEL I — Straftaten

**Art. 60** - § 1. Es können diejenigen Personen zu einer Geldstrafe von mindestens 50 Euro und höchstens 10.000 Euro verurteilt werden, die

- 1° absichtlich oder aus fehlender Voraussicht bzw. Sorgfältigkeit das kommunale Verkehrswegenetz verschlechtern oder beschädigen oder dessen Befahrbarkeit oder Sicherheit beeinträchtigen;
- 2° ohne die erforderliche Zulassung der Gemeindebehörde, auf eine Art und Weise, die ihr entgegensteht, oder unter Missachtung der von der Regierung festgesetzten allgemeinen Bedingungen;
  - a) das Verkehrswegenetz derart benutzen bzw. in Anspruch nehmen, dass sie das Nutzungsrecht, das allen gehört, übertreten;
  - b) Bauarbeiten auf dem kommunalen Verkehrswegenetz durchführen;
  - c) unbeschadet von Kapitel II des Titels 3 einen kommunalen Verkehrsweg unter Verstoß gegen Artikel 7 ohne die vorherige Zustimmung des Gemeinderats bzw. der Regierung eröffnen, ändern oder abschaffen.

§ 2. Es können diejenigen Personen zu einer Geldstrafe von mindestens 50 Euro und höchstens 1.000 Euro verurteilt werden, die

- 1° sich der auf dem kommunalen Verkehrswegenetz angebrachten Mülleimer, Container oder sonstigen Behälter auf eine solche Weise bedienen, die ihrem normalen bzw. ordnungsmäßig festgelegten Gebrauch nicht entspricht;
- 2° Aufschriften, Plakate, malerische oder photographische Darstellungen, Flugblätter oder Zettel auf dem Verkehrswegenetz an anderen Stellen anschlagen als denjenigen, die von der Gemeindebehörde gestattet sind;
- 3° die aufgrund der Artikel 58 und 59 eingeführten Regelungen übertreten;
- 4° die ordnungsmäßigen Anordnungen der in Artikel 61, § 1 angeführten Bediensteten im Rahmen der Ausführung der Ermittlungshandlungen nach Artikel 61, § 4, Ziffern 1°, 3° und 4° nicht befolgen;
- 5° die Ausführung der Ermittlungshandlungen nach Artikel 61, § 4 behindern.

##### KAPITEL II — Ermittlung und Feststellung der Straftaten

**Art. 61** - § 1. Unbeschadet der Zuständigkeiten der Beamten der föderalen und der lokalen Polizei werden folgende Bedienstete mit der Ermittlung und Feststellung der in Artikel 60 vorgesehenen Straftaten beauftragt:

- 1° die Gemeindebediensteten, die im Rahmen regional ausgerichteter Aufträge von dem Gemeinderat gemäß den Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung zu diesem Zweck bezeichnet werden;
- 2° die interkommunalen Bediensteten und die Bediensteten von Projektvereinigungen mit Tätigkeiten oder Interessen im Zusammenhang mit der Benutzung bzw. Verwaltung des Verkehrswegenetzes, die im Rahmen regional ausgerichteter Aufträge von dem Gemeinderat gemäß den Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung zu diesem Zweck bezeichnet werden;
- 3° der Bezirkskommissar;
- 4° die Wegekommisare;
- 5° der Provinzialbeamte, der auf Vorschlag des Provinzialrats vom Gemeinderat zu diesem Zweck bezeichnet wird.

Von der betroffenen Gemeinde erhält die Provinz eine Entschädigung für die Dienstleistungen des Provinzialbeamten gemäß Ziffer 4° des vorigen Absatzes. Der Gemeinderat und der Provinzialrat schließen eine vorherige Vereinbarung über den Betrag dieser Entschädigung und die Zahlungsweise ab.

§ 2. Die Wegekommisare werden innerhalb der Provinzialverwaltung eingesetzt. Sie leisten vor dem Friedensrichter ihres Wohnsitzes den Eid ab. Ihr Statut wird durch die Provinzialverordnungen festgelegt.

§ 3. Die Protokolle, die von den in § 1 genannten Personen im Rahmen ihres Amtes erstellt werden, haben bezüglich der darin festgehaltenen Tatsachen Beweiskraft bis zum Beweis des Gegenteils.

§ 4. Im Rahmen der Ausübung ihres Amtes sind die in § 1 angeführten Personen befugt,

1° jede Person, die wegen schwerwiegender Indizien für eine Straftat gemäß Artikel 60 unter Verdacht steht, anzuweisen, ihren Personalausweis oder jedes andere Dokument vorzuweisen, mittels dessen sie identifiziert werden kann,

2° jede Person über jeglichen Tatbestand zu befragen, dessen Kenntnisnahme zur Ausübung ihres Amtes nützlich ist,

3° sich jegliches Dokument, Schriftstück oder jeglichen Schein vorzeigen zu lassen, die zur Ausübung ihres Amtes nützlich sind, eine photographische oder sonstige Kopie davon zu fertigen oder gegen Empfangsbescheinigung wegzunehmen,

4° die Fahrzeuge anzuhalten und deren Ladung zu kontrollieren,

5° die Unterstützung der föderalen Polizei, der lokalen Polizei oder anderer kommunaler, provinzialer oder regionaler Dienste anzufordern.

**Art. 62** - Binnen fünfzehn Tagen nach ihrer Anfertigung werden die originalen Protokolle, die von den in Artikel 61 § 1 genannten Personen erstellt wurden, dem zuständigen Prokurator des Königs übermittelt. Eine Abschrift dieser Protokolle ist innerhalb derselben Frist dem mutmaßlichen Straftäter und dem in Artikel 66 Absatz 1 genannten Beamten zukommen zu lassen.

§ 2. Die in Artikel 61, § 1 aufgeführten Personen können dem mutmaßlichen Straftäter eine einfache Verwarnung erteilen und ihm eine Frist gewähren, um der Straftat ein Ende zu setzen und, falls nötig, den öffentlichen Verkehrsweg wieder instandzusetzen oder wieder instandsetzen zu lassen.

#### KAPITEL III — *Wiederinstandsetzung*

**Art. 63** - § 1. Im Falle von Straftaten gemäß Artikel 60, § 1, Ziffer 1° und § 2, Ziffern 2° bis 4° kann die Gemeindebehörde den kommunalen Verkehrsweg von Amts wegen wieder instandsetzen (lassen) oder die schlecht bzw. nicht vollzogenen Handlungen und Arbeiten durchführen (lassen).

Die Aufwendungen - ggf. einschließlich der Kosten für die Abfallbewirtschaftung gemäß der geltenden Regelung - werden zu Lasten des Straftäters zurückgefordert.

§ 2. Im Falle einer Straftat gemäß Artikel 60, § 1, Ziffern 2° und 3° und § 2, Ziffer 1° fordert die Gemeindebehörde den mutmaßlichen Straftäter unter Erwähnung der Verzugsfolgen auf, den die Straftaten darstellenden Handlungen ein Ende zu setzen und, falls nötig, den Verkehrsweg wieder instandzusetzen oder wieder instandsetzen zu lassen. Diese Aufforderung wird als Einschreiben zugesandt und gibt die Frist an, die dem Zuwiderhandelnden gesetzt wird, um ihr nachzukommen.

Wenn der mutmaßliche Straftäter den kommunalen Verkehrsweg nicht innerhalb der eingeräumten Frist wieder instandgesetzt hat oder hat wieder instandsetzen lassen, kann die Gemeindebehörde die Wiederinstandsetzung selbst vornehmen oder ausführen lassen, in welchem Fall die Kosten für die Wiederinstandsetzungsarbeiten zu Lasten des Straftäters zurückgefordert werden.

Im Falle von Straftaten nach Absatz 1 kann die Gemeindebehörde den Verkehrsweg von Amts wegen wieder instandsetzen (lassen), ohne dabei den mutmaßlichen Straftäter vorab in Verzug zu setzen, wenn eine der nachstehend aufgeführten Bedingungen erfüllt ist:

1° dies wird durch die Dringlichkeit oder die Erfordernisse des öffentlichen Dienstes gerechtfertigt,

2° es ist aus technischen, umweltbezogenen oder aus Sicherheitsgründen unratsam, dem Zuwiderhandelnden zu erlauben, den öffentlichen Verkehrsweg selbst wieder instandzusetzen oder wieder instandsetzen zu lassen,

3° der mutmaßliche Straftäter ist nicht identifiziert und kann nicht leicht identifiziert werden.

§ 3. Die Regierung ist befugt, die Modalitäten zur Kostenberechnung für die Wiederinstandsetzung zu bestimmen, wenn die Arbeiten von Gemeindepersonal ausgeführt werden.

Die zu Lasten des Zuwiderhandelnden zurückzufordernden Kosten für die Wiederinstandsetzung werden um einen Pauschalbetrag für die Überwachungs- und administrativen Verwaltungskosten erhöht, der 10 % der Aufwendungen für die Arbeiten und mindestens 50 Euro entspricht, ob die Arbeiten von Gemeindepersonal oder von einem externen Unternehmen durchgeführt werden.

§ 4. Wenn der Zuwiderhandelnde es unterlässt, die ihm zu Lasten gehenden Aufwendungen für die Wiederinstandsetzungsarbeiten oder Überwachungs- und administrativen Verwaltungskosten zu zahlen, können diese zwangsweise beigetrieben werden nach Modalitäten, die von der Regierung festgelegt werden, auch wenn ein Strafverfahren anhängig ist, über das noch kein endgültiger Beschluss aufgrund der Sachverhalte, die die Wiederinstandsetzung rechtfertigen, gefasst worden ist.

#### KAPITEL IV — *Sofortige Einziehung*

**Art. 64** - Eine Geldsumme kann mit dem Einverständnis des Zuwiderhandelnden von den in Artikel 61, § 1 genannten Personen, die einen Verstoß gegen Artikel 60 feststellen, sofort eingezogen werden.

Der Betrag der sofortigen Einziehung beläuft sich auf 150 Euro für die in Artikel 60, § 1 aufgeführten Straftaten, und auf 50 Euro für die in Artikel 60, § 2 aufgeführten Straftaten.

Die in Artikel 61, § 1 angeführte Person übermittelt ihren Beschluss dem Prokurator des Königs.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Einziehung und Indexierung des Betrags.

Durch die sofortige Zahlung des Betrags erlischt die Möglichkeit, dem Zuwiderhandelnden eine administrative Geldbuße für den betreffenden Sachverhalt aufzuerlegen.

Durch die sofortige Zahlung des eingeforderten Betrags wird der Prokurator des Königs weder davon abgehalten, den Artikel 216bis oder 216ter des Strafprozessgesetzbuches anzuwenden, noch Strafverfolgungen einzuleiten. Bei einer Anwendung von Artikel 216bis oder 216ter des Strafprozessgesetzbuches wird die sofort eingezogene Summe dem Betrag angerechnet, der von der Staatsanwaltschaft festgelegt ist, und wird der etwaige Mehrbetrag zurückerstattet.

Im Falle einer Verurteilung der betroffenen Person wird der sofort eingezogene Betrag den an den Staat zu zahlenden Gerichtskosten und der auferlegten Geldstrafe angerechnet und der etwaige Mehrbetrag zurückerstattet.

Im Falle eines Freispruchs wird der sofort eingezogene Betrag zurückerstattet.

Im Falle einer bedingten Verurteilung wird der sofort eingezogene Betrag nach Abzug der Gerichtskosten zurückerstattet.

## KAPITEL V — Administrative Geldbußen

**Art. 65 - § 1.** Unter den in diesem Artikel festgelegten Bedingungen und sofern die Sachverhalte aufgrund des Artikels 60 durch eine strafrechtliche Sanktion geahndet werden, kann dem Zuwiderhandelnden anstelle einer strafrechtlichen Sanktion eine administrative Geldbuße auferlegt werden.

§ 2. Der Betrag der Geldbuße beläuft sich auf wenigstens 50 Euro und höchstens 10.000 Euro für die in Artikel 60, § 1 aufgeführten Straftaten, und auf 50 bis 1.000 Euro für die in Artikel 60, § 2 aufgeführten Straftaten.

**Art. 66 -** Der Gemeinderat bezeichnet einen oder mehrere Beamten, die dazu befugt sind, die administrativen Geldbußen zu verhängen. Dabei kann es sich um einen Provinzialbeamten handeln, der vom Provinzialrat vorgeschlagen wird. Nur die Beamten auf einer Stufe, für die ein Universitätsdiplom des zweiten Zyklus oder ein gleichwertiges Diplom erforderlich ist, können für diese Aufgabe bezeichnet werden.

Von der betroffenen Gemeinde erhält die Provinz eine Entschädigung für die Dienstleistungen des Provinzialbeamten, der in der Eigenschaft eines mit der Verhängung von administrativen Geldbußen beauftragten Beamten handelt. Der Gemeinderat und der Provinzialrat schließen eine vorherige Vereinbarung über den Betrag dieser Entschädigung und die Zahlungsweise ab.

**Art. 67 -** Der Prokurator des Königs verfügt über eine Frist von sechzig Tagen ab dem Tag des Eingangs des Protokolls, in dem die Straftat festgestellt ist, um dem in Artikel 66 genannten Beamten seine Absicht zuzustellen, eine Strafverfolgung einzuleiten oder zu unterlassen oder von den Befugnissen, die er aufgrund der Artikel 216*bis* und 216*ter* des Strafprozessgesetzbuches besitzt, Gebrauch zu machen oder nicht.

Die Zustellung vom Prokurator des Königs seiner Absicht, Strafverfolgungen einzuleiten oder von den Befugnissen Gebrauch zu machen, die ihm durch Artikel 216*bis* und 216*ter* des Strafprozessgesetzbuches eingeräumt sind, schließt die Möglichkeit aus, eine administrative Geldbuße zu verhängen.

Wenn der Prokurator des Königs seine Absicht zustellt, keine Strafverfolgungen einzuleiten und nicht von den Befugnissen Gebrauch zu machen, die er aufgrund der Artikel 216*bis* und 216*ter* des Strafprozessgesetzbuches besitzt, oder wenn er nach Ablauf der in Absatz 1 vorgesehenen Frist seine Absicht nicht kundgegeben hat, ist der Beamte gemäß § 1 befugt, das Verfahren zur Auferlegung einer administrativen Geldbuße einzuleiten.

**Art. 68 -** Wenn das Verfahren zur Auferlegung einer administrativen Geldbuße gemäß Artikel 67 eingeleitet werden kann, stellt der in Artikel 66 genannte Beamte, falls er die Verhängung einer solchen Geldbuße für notwendig erachtet, dem mutmaßlichen Straftäter unter Beifügung einer neuen Abschrift des Protokolls einen Bescheid als Einschreiben zu, mit Angabe

1° der Sachverhalte, für die er die Auferlegung einer administrativen Geldbuße beabsichtigt;

2° eines Auszugs der übertretenen Bestimmungen;

3° des Betrags der erwogenen administrativen Geldbuße;

4° der Tatsache, dass der mutmaßliche Straftäter das Recht hat, binnen 15 Tagen ab dem Tag der Zustellung des Bescheids seine Verteidigungsmittel schriftlich mit Einschreibebrief geltend zu machen;

5° der Tatsache, dass er ebenfalls innerhalb derselben Frist durch Einschreiben beantragen kann, seine Verteidigungsgründe mündlich vorzubringen, außer wenn die vorgesehene administrative Geldbuße nicht mehr als 62,50 Euro beträgt;

6° der Tatsache, dass er das Recht hat, sich von einem Berater vertreten oder unterstützen zu lassen und seine Akte einzusehen.

Wenn der mutmaßliche Straftäter beantragt, seine Verteidigungsgründe mündlich vorzubringen, teilt ihm der in Artikel 66 genannte Beamte Ort, Tag und Uhrzeit durch Einschreiben mit, an denen er angehört wird. Diese Anhörung findet frühestens fünfzehn Tage nach Einsendung des besagten Einschreibens statt.

Es wird ein Protokoll der Anhörung des Zuwiderhandelnden geführt, das von dem in Artikel 66 genannten Beamten und von dem Zuwiderhandelnden unterzeichnet wird.

Falls der Zuwiderhandelnde mit dem Inhalt des Protokolls nicht einverstanden ist, wird er ersucht, seine Bemerkungen vorzubringen.

**Art. 69 -** Wenn das Verwaltungsverfahren gegen eine Person unter achtzehn Jahren eingeleitet wird, wird das Einschreiben gemäß Artikel 68 Absatz 1 an den Minderjährigen sowie an dessen Eltern, Vormunde oder sorgeberechtigten Personen gerichtet. Diese Parteien verfügen über die gleichen Rechte wie die Zuwiderhandelnden selbst.

Der Beamte setzt den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer davon in Kenntnis, um dafür zu sorgen, dass der Minderjährige den Beistand eines Anwalts erhalten kann. Dieser Bescheid wird zur gleichen Zeit wie das in Absatz 1 genannte Einschreiben eingesandt.

Spätestens binnen zwei Werktagen ab diesem Bescheid bezeichnet der Präsident der Rechtsanwaltskammer oder das Büro für juristischen Beistand einen Anwalt.

Eine Abschrift des Bescheids, in dem der Präsident der Rechtsanwaltskammer von der Anrufung in Kenntnis gesetzt wird, wird der Verfahrensakte beigelegt.

Im Falle eines Interessenkonflikts sorgt der Präsident der Rechtsanwaltskammer oder das Büro für juristischen Beistand dafür, dass der Betroffene den Beistand eines anderen Anwalts erhält als desjenigen, den seine Eltern, Vormunde oder sorgeberechtigten Personen heranziehen.

**Art. 70 -** Nach Ablauf der in Artikel 68 Absatz 1 Ziffer 4° genannten Frist von fünfzehn Tagen und gegebenenfalls nach dem für die Anhörung des mutmaßlichen Straftäters oder seines Beraters festgelegten Datum fasst der in Artikel 66 genannte Beamte unter Berücksichtigung der schriftlich oder mündlich vorgebrachten Verteidigungsgründe - falls solche vorliegen - den Beschluss, entweder die ursprünglich beabsichtigte administrative Geldbuße, eine geringere Geldbuße oder keine Geldbuße zu verhängen.

Er kann dem Zuwiderhandelnden Maßnahmen für einen Vollstreckungsaufschub einräumen. Im Falle mildernder Umstände kann er die administrative Geldbuße auf weniger als den gesetzlichen Mindestbetrag herabsetzen.

Sein begründeter Beschluss und das Protokoll der Anhörung werden dem Zuwiderhandelnden durch Einschreiben zugestellt. Im Falle eines minderjährigen Zuwiderhandelnden werden der begründete Beschluss und das Protokoll der Anhörung dem Minderjährigen und seinen Eltern, Vormunden oder sorgeberechtigten Personen sowie seinem Berater zugestellt.

Die Eltern, Vormunde oder sorgeberechtigten Personen des Minderjährigen sind für die Zahlung der Geldbuße zivilrechtlich haftbar.

**Art. 71** - Ein Beschluss zur Verhängung einer administrativen Geldbuße kann nach über hundertachtzig Tagen nach dem Protokoll zur Feststellung der Straftat nicht mehr gefasst werden.

**Art. 72** - Der Zuwiderhandelnde, der den Beschluss des Beamten anfechten möchte, durch den ihm eine administrative Geldbuße auferlegt wird, kann innerhalb einer Ausschlussfrist von dreißig Tagen ab dem Datum seiner Zustellung einen Einspruch gegen diesen Beschluss einlegen.

Der Einspruch wird per Klageschrift beim Korrekionalgericht eingereicht. Wenn sich der Beschluss auf Minderjährige bezieht, die zum Zeitpunkt der Tat das sechzehnte Lebensjahr vollendet haben, wird der Einspruch durch kostenfreien Antrag beim Jugendgericht eingelegt. In diesem Fall kann der Einspruch ebenfalls von den Eltern, Vormündern oder sorgeberechtigten Personen erhoben werden. Das Jugendgericht bleibt zuständig, wenn der Zuwiderhandelnde zum Zeitpunkt der Entscheidung volljährig ist.

In der Klageschrift werden die Identität und die Anschrift des Zuwiderhandelnden, die Bezeichnung des angefochtenen Beschlusses und die Gründe für die Anfechtung dieses Beschlusses angegeben.

Durch den Einspruch wird die Ausführung des Beschlusses ausgesetzt. Die Bestimmungen der Absätze 1 bis 3 werden in dem Beschluss zur Verhängung der Geldbuße erwähnt.

Das Gericht kann dem Zuwiderhandelnden Maßnahmen für einen Vollstreckungsaufschub einräumen. Im Falle milderer Umstände kann es die administrative Geldbuße auf weniger als den gesetzlichen Mindestbetrag herabsetzen.

Wenn das Jugendgericht mit einem Einspruch gegen eine administrative Geldbuße befasst wird, kann es diese durch eine in Artikel 37 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz vorgesehene Betreuungs-, Schutz- oder Erziehungsmaßnahme ersetzen. In diesem Fall ist Artikel 60 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz anwendbar.

Die Entscheidungen des Korrekionalgerichts oder des Jugendgerichts sind nicht berufungsfähig. Wenn aber das Jugendgericht entscheidet, die administrative Geldbuße durch eine in Artikel 37 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz vorgesehene Betreuungs-, Schutz- oder Erziehungsmaßnahme zu ersetzen, ist seine Entscheidung berufungsfähig. In diesem Fall sind die durch Gesetz vom 8. April 1965 über den Jugendschutz vorgesehenen Verfahren anwendbar, was die Taten betrifft, die als Straftaten qualifiziert werden.

**Art. 73** - Der Beschluss zur Verhängung einer administrativen Geldbuße ist nach Ablauf einer Frist von 30 Tagen ab dem Tag seiner Zustellung vollstreckbar, außer wenn ein Einspruch eingelegt wird.

Der Zuwiderhandelnde oder die in Artikel 70 Absatz 4 genannten zivilrechtlich haftbaren Personen verfügen über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Tag nach demjenigen, an dem der Beschluss vollstreckbar wurde, um die Geldbuße zu entrichten.

**Art. 74.** Vorliegendes Kapitel ist nicht auf Minderjährige anwendbar, die zum Zeitpunkt der Tat weniger als sechzehn Jahre alt waren.

## Titel 8 — Änderungs- Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen

### KAPITEL I — Änderungs- und Aufhebungsbestimmungen

**Art. 75** - In Artikel 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, abgeändert durch das Programmdekret vom 3. Februar 2005, werden die Wörter "einen Fluchtlinienplan," und "oder auf einen Antrag auf die Eröffnung, Änderung oder Streichung eines Gemeindewegs" gestrichen.

**Art. 76** - Artikel 69 desselben Gesetzbuches wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 77** - Artikel 129 bis 129ter desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009 und durch das Dekret vom 22. Juli 2010, werden außer Kraft gesetzt.

**Art. 78** - In Artikel 129quater desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden die Wörter "Wenn der in den Artikeln 84, 88 oder 89 erwähnte Antrag auf Genehmigung" durch die Wörter "Wenn der Antrag auf Städtebau- oder Verstärkungsgenehmigung oder auf Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten" und die Wörter "dem in Artikel 129bis vorgesehenen Verfahren" durch die Wörter "dem in Artikel 7 ff. des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz vorgesehenen Verfahren" ersetzt;

2° In Absatz 2 werden die Wörter "Wenn der in den Artikeln 84, 88 oder 89 erwähnte Antrag auf Genehmigung" durch die Wörter "Wenn der Antrag auf Städtebau- oder Verstärkungsgenehmigung oder auf Städtebaugenehmigung für gruppierte Bauten" und die Wörter "gemäß Artikel 129ter" durch die Wörter "gemäß Artikel 21 ff. des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz" ersetzt.

**Art. 79** - Ziffer 7° von Artikel 154 Absatz 1 desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, wird gestrichen.

**Art. 80** - Das Gesetz vom 10. April 1841 über die Vizinalwege in der durch Dekret der Wallonischen Region vom 3. Juni 2011 abgeänderten Fassung wird aufgehoben.

**Art. 81** - Artikel 1 des Gesetzes vom 22. Juli 1970 über die gesetzliche Flurbereinigung von ländlichem Grundeigentum wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Verfahren in Bezug auf die Ausarbeitung bzw. Änderung der Fluchtlinien oder auf die Schaffung, Änderung oder Abschaffung von Verkehrswegen, die im Dekret vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz geregelt sind, sind im Rahmen der Flurbereinigungsmaßnahmen, die Gegenstand dieses Gesetzes sind, nicht anwendbar."

**Art. 82** - In Artikel 24 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Dekret der Wallonischen Region vom 31. Mai 2007, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Zwischen die Absätze 5 und 6 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Der Genehmigungserlass wird dem Atlasverwalter zugestellt.";

2° Im bisherigen Absatz 6, der zum Absatz 7 wird, werden die Wörter "am Atlas der Vizinalwege und" gestrichen.

**Art. 83** - Artikel 2 des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über Sondermaßnahmen in Sachen Flurbereinigung der ländlichen Güter bei der Durchführung umfangreicher Infrastrukturarbeiten, abgeändert durch das Dekret des Flämischen Rats vom 1. März 2013, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Verfahren in Bezug auf die Ausarbeitung bzw. Änderung der Fluchtlinien oder auf die Schaffung, Änderung oder Abschaffung von Verkehrswegen, die im Dekret vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz geregelt sind, sind im Rahmen der Flurbereinigungsmaßnahmen, die Gegenstand dieses Gesetzes sind, nicht anwendbar."

**Art. 84** - In Artikel 37 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Dekret der Wallonischen Region vom 31. Mai 2007 und durch Dekret des Flämischen Rats vom 20. April 2012, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Zwischen die Absätze 5 und 6 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Der Genehmigungserlass wird dem Atlasverwalter zugestellt.";

2° Im bisherigen Absatz 6, der zum Absatz 7 wird, werden die Wörter "am Atlas der Vizinalwege und" gestrichen.

**Art. 85** - Folgender Absatz wird in Artikel 2 des Gesetzes vom 10. Januar 1978 über die Sondermaßnahmen in Sachen Flurbereinigung auf gültlichem Wege der ländlichen Güter, abgeändert durch das Dekret des Flämischen Rats vom 20. April 2012, eingefügt:

"Die Verfahren in Bezug auf die Ausarbeitung bzw. Änderung der Fluchtlinien oder auf die Schaffung, Änderung oder Abschaffung von Verkehrswegen, die im Dekret vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz geregelt sind, sind im Rahmen der Flurbereinigungsmaßnahmen, die Gegenstand dieses Gesetzes sind, nicht anwendbar."

**Art. 86** - In Artikel 45 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Dekret des Flämischen Rats vom 20. April 2012, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Zwischen die Absätze 4 und 5 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Der Genehmigungserlass wird dem Atlasverwalter zugestellt.";

2° Im bisherigen Absatz 5, der zum Absatz 6 wird, werden die Wörter "am Atlas der Vizinalwege und" gestrichen.

**Art. 87** - In Artikel 96, § 1 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, abgeändert durch das Dekret der Wallonischen Region vom 30. April 2009 und durch Dekret der Wallonischen Region vom 22. Juli 2010, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden die Wörter "von Artikel 129bis, § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie" durch die Wörter "des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz" und die Wörter "dem in Artikel 129bis des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie vorgesehenen Verfahren" durch die Wörter "dem in Artikel 8 ff. des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz vorgesehenen Verfahren" ersetzt;

2° In Absatz 2 werden die Wörter "gemäß Artikel 129ter des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie" durch die Wörter "gemäß Artikel 21 ff. des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz" und die Wörter "von Artikel 129bis § 1 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie" durch die Wörter "von Artikel 7 des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz" ersetzt.

3° In Absatz 5 werden die Wörter "dem in Artikel 129bis § 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie vorgesehenen Verfahren oder ggf. dem in Artikel 129ter des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie vorgesehenen Verfahren" durch die Wörter "dem in Artikel 8 bis 19 des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz vorgesehenen Verfahren oder ggf. dem in Artikel 21 bis 23 des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz vorgesehenen Verfahren" ersetzt.

4° In Absatz 8 werden die Wörter "In Abweichung von Artikel 129bis § 2 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie und ggf. von Artikel 129ter Absatz 2" durch die Wörter "In Abweichung von Artikel 8 bis 20 und 21 bis 26 des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz" ersetzt.

**Art. 88** - Absatz 1 des Artikels L1216-3 des Kodex der lokalen Demokratie wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Folgende Personen sind befugt, regional ausgerichtete gerichtspolizeiliche Aufgaben gemäß dem vorliegenden Kodex auszuführen:

1° die Bediensteten der Gemeinden oder Interkommunalen, die eine Aufgabe im Bereich der Abfallverwaltung oder der Bewirtschaftung des Wasserkreislaufs erfüllen, um die Straftaten festzustellen und die Einhaltung der in Artikel D.138 Absatz 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches genannten Gesetze und Dekrete sowie der kraft deren verabschiedeten Verordnungsbestimmungen zu kontrollieren,

2° die Bediensteten der Gemeinde oder Interkommunalen, die eine Aufgabe in Sachen kommunale Verkehrswege im Sinne des Dekrets vom 6. Februar 2014 über das kommunale Verkehrswegenetz erfüllen, um die Straftaten festzustellen und die Einhaltung dieses Dekrets sowie der kraft dessen verabschiedeten Verordnungsbestimmungen zu kontrollieren."

**Art. 89** - Das Dekret vom 3. Juni 2011 zur Abänderung des Gesetzes vom 10. April 1841 über die Vizinalwege wird aufgehoben.

**Art. 90** - Die in Ausführung des Gesetzes vom 10. April 1841 über die Vizinalwege verabschiedeten Provinzialverordnungen werden bei Inkrafttreten der allgemeinen Verordnung gemäß Artikel 58 von Rechts wegen aufgehoben, außer was die Regelung des Statuts der Wegekommisarsse anbelangt.

## KAPITEL II — Übergangsbestimmungen

**Art. 91** - Die kommunalen Verkehrswege im Sinne von Artikel 2, Ziffer 1° umfassen die heutigen kommunalen Verkehrswege und die Vizinalwege im Sinne des Gesetzes vom 10. April 1841 über die Vizinalwege.

Die allgemeinen Fluchtlinien- und Abgrenzungspläne der Vizinalwege im Sinne des Gesetzes vom 10. April 1841 über die Vizinalwege werden in das Gemeinderegister eingetragen, das in Artikel 9 § 1 vorgesehen ist.

**Art. 92** - Die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Dekrets laufenden Verwaltungsverfahren in Sachen Fluchtlinien oder Schaffung, Abschaffung und Änderung von Verkehrswegen werden gemäß den bisherigen Rechtsbestimmungen weitergeführt, mit Ausnahme des Titels 4, welcher anwendbar ist.

KAPITEL III - *Schlussbestimmung*

**Art. 93** - Das vorliegende Dekret tritt am ersten Tag des Monats nach demjenigen seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 49 bis 53, die an dem von der Regierung festgelegten Datum in Kraft treten.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.  
Namur, am 6. Februar 2014

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst  
J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen  
A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien  
J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte  
P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit  
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität  
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe  
C. DI ANTONIO

—  
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2013-2014.*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 902 (2013-2014) Nrn. 1 bis 11.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, Plenarsitzung vom 5. Februar 2014.

Diskussion.

Abstimmung.

—  
VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201445]

## 6 FEBRUARI 2014. — Decreet betreffende de gemeentewegen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

## Titel 1 — Doelstellingen en definities

**Artikel 1.** Dit decreet heeft tot doel om de integriteit, de leefbaarheid en de toegankelijkheid van de gemeentewegen te vrijwaren, alsook hun vermazing te verbeteren.

Volgens de modaliteiten vastgelegd door de Regering, en in overleg met de betrokken administraties en actoren, streeft het decreet ook naar de modernisering door de gemeenten van hun gemeentelijk wegennet. Onder modernisering wordt verstaan de bevestiging, de opheffing, de verplaatsing of de aanleg van de gemeentewegen naargelang van de feitelijke en rechtelijke toestanden en de noodzaak om de vermazing van de gemeentewegen te verstevigen om o.a. aan de huidige en toekomstige behoeften inzake zachte mobiliteit te voldoen.

Dit decreet doet geen afbreuk aan de bijzondere bepalingen van het Boswetboek, het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, alsook het decreet van 11 maart 2004 betreffende de ontsluitingsinfrastructuur voor economische bedrijvigheid.

**Art. 2.** Er wordt verstaan onder :

1° gemeenteweg : landsverkeerswezen bestemd voor het verkeer van het publiek, los van de eigendom van de ondergrond, met inbegrip van de aanhorigheden die nodig zijn voor de instandhouding ervan en waarvan het beheer toekomt aan de gemeentelijke overheid;

2° wijziging van een gemeenteweg : verbreding of versmalling van de ruimte voor de doorgang van het publiek, met uitsluiting van de uitrusting van de wegen;

3° ruimte voor de doorgang van het publiek : ruimte verstaan tussen de buitengrenzen van de oppervlakte die op onverschillige wijze bestemd is voor de gebruikers, met inbegrip van het parkeren van de voertuigen en de berm.

4° algemene rooilijn : grafisch en reglementair document opgenomen in een plan waarbij de huidige en toekomstige longitudinale grenzen van één of meerdere wegen worden bepaald; het geeft een openbare bestemming aan de gronden die in de weg opgenomen zijn of zullen opgenomen zijn; deze gronden zijn, in voorkomend geval, bezwaard met een wettelijke erfdienstbaarheid van openbaar nut;

5° bijzonder rooilijn : huidige of toekomstige grens tussen de openbare weg en een bepaald privé-goed;

6° begrenzingsplan : topografisch plan tot bepaling van de longitudinale grenzen van de gemeenteweg;

7° atlas van de gemeentewegen of atlas : digitale inventaris in schriftelijke en cartografische vorm opgesteld en geüpdated overeenkomstig dit decreet;

8° openbaar gebruik : aanhoudende, ononderbroken en ondubbelzinnige doorgang van het publiek bestemd voor openbaar verkeer op voorwaarde dat het gebeurt met de bedoeling om de betrokken strook grond daarvoor te benutten en dat het niet berust op een gewone toegeeflijkheid vanwege de eigenaar;

9° verzending : Elke verzending waarvoor de datum van verzending en ontvangst van de aanvraag bevestigd kan worden, ongeacht de distributiedienst van het gebruikte verzendmiddel.

#### Titel 2. — Rooilijnen

**Art. 3.** De bijzondere rooilijn wordt bepaald door het gemeentecollege overeenkomstig artikel L1123-23, 6°, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

**Art. 4.** De gemeentewegen kunnen worden opgenomen in een algemeen rooiplan.

**Art. 5.** De gemeenteraad beslist het ontwerp-rooiplan op te maken. Op verzoek van de gemeenteraad wordt het ontwerp-rooiplan door het gemeentecollege opgemaakt en aan een openbaar onderzoek onderworpen. Het openbaar onderzoek gebeurt overeenkomstig afdeling 5 van Titel 3.

Onmiddellijk na de sluiting van het openbaar onderzoek legt het gemeentecollege het ontwerp-rooiplan ter advies voor aan het provinciecollege. Binnen zestig dagen te rekenen van de ontvangst van het verzoek om advies maakt het provinciecollege zijn advies over aan het gemeentecollege; bij ontstentenis wordt diens advies gunstig geacht.

Binnen de honderd twintig dagen te rekenen van de sluiting van het openbaar onderzoek neemt de gemeenteraad kennis van de uitslagen van het openbaar onderzoek en van het advies van het provinciecollege en legt hij in voorkomend geval het rooiplan vast; bij ontstentenis wordt het rooiplan geweigerd geacht.

Het publiek wordt erover ingelicht op de wijzen bedoeld in artikel L1133-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en de beslissing wordt bovendien schriftelijk meegedeeld aan de naburige eigenaars.

De bepalingen betreffende de aanneming van het algemeen rooiplan zijn van toepassing op de herziening of de opheffing ervan.

De Regering kan de vormen en de inhoud van het algemeen rooiplan vastleggen.

**Art. 6.** Het algemeen rooiplan wordt vastgelegd onverminderd de burgerlijke rechten van derden.

#### Titel 3. — Gemeentewegen

##### HOOFDSTUK I. — Aanleg, wijziging en opheffing van de gemeentewegen door de overheid of de particulieren

##### Afdeling 1. — Beginselen

**Art. 7.** Onverminderd artikel 27 kan niemand een gemeenteweg aanleggen, wijzigen of opheffen zonder het voorafgaandelijk akkoord van de gemeenteraad of, in voorkomend geval, van de Regering die over het beroep beslist.

De Regering kan de lijst bepalen van de wijzigingen die niet voorgelegd worden aan het voorafgaandelijk akkoord bedoeld in lid 1.

**Art. 8.** Elke natuurlijke of rechtspersoon die een belang aantoont, de gemeenteraad, de Regering, de gemachtigd ambtenaar in de zin van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie of de technisch ambtenaar in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunningen en de gemachtigd ambtenaar samen kunnen per zending aan de gemeenteraad een aanvraag voorleggen tot aanleg, wijziging of opheffing van een gemeenteweg.

**Art. 9.** § 1. De beslissing i.v.m. het akkoord over de aanleg of de wijziging van een gemeenteweg bevat de informatie bedoeld in artikel 11.

Ze moet ertoe strekken de vermazing van de wegen in stand te houden of te verbeteren, de doorgang van de zwakke weggebruikers vlotter te maken en het gebruik van zacht verkeer aan te moedigen.

Ze wordt in het gemeentelijk register opgenomen los van het register van de gemeentelijke beraadslagingen bedoeld in het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

De beslissing van de gemeenteraad of de Regering stelt niet vrij van de vereiste stedenbouwkundige vergunning.

§ 2. De beslissing tot opheffing van een gemeenteweg bevat de vermelding van de voorkeursrechten bedoeld in artikel 46.

**Art. 10.** De gemeenten en eigenaars van percelen vrij van lasten en erfdienstbaarheden kunnen overeenkomen om ze voor het verkeer van het publiek te bestemmen. Deze overeenkomsten worden voor maximum negentwintig jaar gesloten die alleen door een uitdrukkelijke overeenkomst kunnen worden hernieuwd. Deze overeenkomsten worden overgeschreven in het register van de hypotheekbewaring in het arrondissement waar de weg gelegen is.

De gemeenteweg wordt aangelegd, gewijzigd en opgeheven op de gronden die aldus samengesteld worden overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk voor een periode die het einde van de overeenkomst niet mag overschrijden.

De Regering bepaalt de uitvoeringsmaatregelen van dit artikel.

##### Afdeling 2. — Procedure in eerste aanleg

**Art. 11.** Het dossier met de aanvraag tot aanleg, wijziging of opheffing van een gemeenteweg, overgemaakt aan de gemeenteraad, bevat :

een algemeen plan van het netwerk van de wegen waarin de aanvraag kadert;

2° een verantwoording van de aanvraag ten opzichte van de bevoegdheden van de gemeente inzake reinheid, gezondheid, veiligheid, rust, gebruiksvriendelijkheid en comfort van de doorgang in de openbare ruimten;

3° een begrenzingsplan.

De Regering kan de vormen van de aanvraag nader bepalen.

**Art. 12.** Binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag legt het gemeentecollege de aanvraag voor aan een openbaar onderzoek overeenkomstig afdeling 5.

**Art. 13.** Binnen de vijftien dagen te rekenen van de sluiting van het openbaar onderzoek maakt het gemeentecollege de aanvraag en de uitslagen van het openbaar onderzoek aan de gemeenteraad over.

**Art. 14.** Indien de aanvraag een weg betreft die zich uitstrekt over het grondgebied van één of meerdere aangrenzende gemeenten, worden de aanvraag en de uitslagen van het openbaar onderzoek simultaan gericht aan de gemeenteraden een aan het provinciecollege dat bevoegd is voor het grondgebied van elke gemeente waar de weg die het voorwerp van de aanvraag is, gelegen is.

De gemeenteraden en de provinciecolleges brengen advies uit binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het dossier, zoniet wordt aan hun advies voorbijgegaan.

Wanneer ze binnen de voorgeschreven termijnen worden uitgebracht, zijn de adviezen van het(de) provinciecollege(s) conform voor de betrokken gemeenteraden.

**Art. 15.** De gemeenteraad neemt kennis van de uitslagen van het openbaar onderzoek en, in voorkomend geval, van de adviezen van de gemeenteraden en de provinciecolleges.

Hij beslist over de aanleg, de wijziging en de schrapping van de gemeenteweg binnen vijfenzeventig dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag. Deze termijn wordt op honderd en vijf dagen gebracht in het geval bedoeld in artikel 14.

**Art. 16.** Bij gebrek aan een beslissing binnen de voorgeschreven termijn, kan de aanvrager per zending een herinneringsschrijven sturen aan het gemeentecollege.

Indien er geen beslissing is van de gemeenteraad binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de ontvangst van de herinneringsbrief, wordt de aanvraag geweigerd geacht.

**Art. 17.** Het gemeentecollege licht de aanvrager binnen de vijftien dagen te rekenen van de beslissing of het uitblijven van de beslissing, in. Bovendien stuurt het college zijn uitdrukkelijke of impliciete beslissing aan de Regering of aan haar afgevaardigde.

Het publiek wordt via een bericht ingelicht over de uitdrukkelijke of impliciete beslissing op de wijzen bedoeld in artikel L1133-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, met dien verstande dat de beslissing onverwijld en gedurende vijftien dagen integraal aangeplakt moet worden.

De beslissing wordt bovendien integraal en onverwijld meegedeeld aan de naburige eigenaars.

#### *Afdeling 3. — Beroep bij de Regering*

**Art. 18.** De aanvrager of derde die een belang aantoonst, kan een beroep bij de Regering indienen.

Op straffe van verval, wordt het beroep aan de Regering gestuurd binnen vijftien dagen te rekenen van de dag volgend op de eerste volgende gebeurtenis :

- de ontvangst van de beslissing of het verstrijken van de termijnen voor de aanvrager en de overheid die de aanvraag heeft overgelegd;
- de aanplakking voor belangstellende derden;
- de bekendmaking in de Atlas overeenkomstig artikel 53, voor de aanvrager, de overheid die de aanvraag heeft overgelegd of de belangstellende derden.

**Art. 19.** In de zestig dagen te rekenen van de eerste dag na ontvangst van het beroep geeft de Regering per schrijven kennis van haar beslissing aan de indiener van het beroep en aan de gemeenteraad, aan de aanvrager en aan de overheid die de aanvraag heeft overgelegd. Als er meer beroepen zijn, begint de termijn te lopen vanaf de eerste dag volgend op de datum van ontvangst van het laatste beroep.

Bij gebreke daarvan wordt de beslissing van de gemeenteraad bevestigd.

Het publiek wordt over de uitdrukkelijke of impliciete beslissing ingelicht op de wijzen bedoeld in artikel L1133-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en de beslissing wordt bovendien meegedeeld aan de naburige eigenaars.

**Art. 20.** De Regering kan de vormen van het beroep bepalen.

#### *Afdeling 4. — Aanvragen die de wijziging van het algemeen rooiplan inhouden*

**Art. 21.** In afwijking van artikel 5, kan de aanvrager, indien de aanvraag tot aanleg, wijziging of opheffing van een gemeenteweg zoals bedoeld in artikel 7 en 8 de wijziging van een rooiplan inhoudt, een ontwerp-rooiplan opmaken en tegelijk de aanvraag en het ontwerp-rooiplan aan het gemeentecollege versturen.

In dat geval onderwerpt het gemeentecollege de aanvraag samen met het ontwerp-rooiplan aan een openbaar onderzoek.

**Art. 22.** Met twee afzonderlijke beslissingen spreekt de gemeenteraad zich tegelijk uit over de aanvraag en over het ontwerp-rooiplan.

**Art. 23.** Deze termijn van vijfenzeventig of honderd en vijf dagen bedoeld in artikel 15, tweede lid, wordt verdubbeld.

De bepalingen van de artikelen 7 tot 20 zijn van toepassing op een aanvraag bedoeld in artikel 21.

#### *Afdeling 1. — Openbaar onderzoek*

**Art. 24.** Het openbaar onderzoek wordt geregeld volgens de volgende beginselen :

1° het openbaar onderzoek duurt dertig dagen; die termijn wordt opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus; deze opschorting wordt uitgebreid tot de termijnen inzake raadpleging en beslissing bedoeld in deze Titel en in Titel 2;

2° tijdens het openbaar onderzoek liggen de dossiers ter inzage in het gemeentehuis op werkdagen en één keer in de week tot 20 uur, of op zaterdagmorgen of na afspraak;

3° technische uitleg kan door elke belanghebbende derde verkregen worden;

4° elke belanghebbende derde kan opmerkingen en bezwaren indienen per fax, e-mail indien de gemeente daartoe een adres heeft ingesteld, per gewoon schrijven of mondeling medegedeeld aan de adviseur ruimtelijke ordening en stedenbouw, het gemeentecollege of het gemeentelijk personeelslid dat daartoe is afgevaardigd vóór het sluiten van het onderzoek of de vervalddag van dat onderzoek; op straffe van nietigheid worden de zendingen per schrijven of fax gedagtekend en ondertekend; de zendingen per e-mail worden van identificatie en dagtekening voorzien;

5° het openbaar onderzoek wordt aangekondigd :

a) bij aanplakking gedrukt in zwarte letters op geel papier van minstens 35 dm<sup>2</sup> en om de 50 meter aangeplakt op het terrein langs de openbare weg; als het terrein niet langs een berijdbare openbare weg gelegen is, moet het gemeentebestuur twee berichten per hectare aanplakken langs de dichtstbij gelegen berijdbare openbare weg;

b) bij een in de streekbladzijden van een Franstalig of Duitstalig dagblad, naargelang het geval, ingevoegd bericht; het bericht kan ook bekendgemaakt worden in gemeentelijke informatiebladen of in reclamekranten die gratis aan de bevolking worden uitgedeeld;

c) schriftelijk aan de eigenaars van de gebouwen die gelegen zijn binnen een straal van vijftig meter, te rekenen vanaf de grens van het terrein waarop de aanvraag betrekking heeft.



**Art. 25.** Binnen tien dagen na de sluitingsdatum van het onderzoek, belegt het gemeentecollege een overlegvergadering, als meer dan 25 personen afzonderlijk of gezamenlijk bezwaren of opmerkingen hebben ingediend.

Deze vergadering wordt bijgewoond door :

1° het gemeentebestuur en de andere besturen die door dit bestuur worden uitgenodigd;

2° de vertegenwoordigers van de reclamanten;

3° de aanvrager en zijn raadgevers.

Geen enkele groep mag door meer dan vijf personen vertegenwoordigd zijn.

Met het oog op de overlegvergadering verzoekt het gemeentebestuur elke afzonderlijke eiser maximum vijf vertegenwoordigers aan te wijzen.

Het gemeentebestuur bepaalt de dag en het uur van de vergadering en bezorgt de lijst van de bezwaarindieners.

Een verslag van de overlegvergadering wordt door het gemeentebestuur opgemaakt en aan elke deelnemer verzonden.

**Art. 26.** De Regering of de gemeente mag over elke andere vorm van informatie, bekendmaking of raadpleging beslissen.

#### HOOFDSTUK II. — *Aanleg, wijziging en schrapping van de gemeentewegen door het openbaar gebruik*

**Art. 27.** Een gemeenteweg kan worden aangelegd of gewijzigd door het openbaar gebruik door de verjaring van dertig jaren of door de verjaring van tien jaren als deze weg in een rooiplan is opgenomen.

**Art. 28.** Als de ondergrond privé-eigendom is, zorgt het openbaar gebruik, na afloop van één van de termijnen bedoeld in artikel 27, voor een openbare erfdiensbaarheid van overgang.

Als toe-eigeningen door de gemeente bijkomen bij het openbaar gebruik zal de gemeenteweg hem bovendien in volle eigendom toebehoren bij het verstrijken van een termijn die ingaat vanaf deze eerste toe-eigeningen van dertig of tien jaren indien de weg in een rooiplan is opgenomen.

**Art. 29.** De aanleg en de wijziging van een weg maken het voorwerp uit van een akte die het vaststelt, die niet vatbaar is voor een administratief beroep en aangenomen is door de gemeenteraad op initiatief van de gemeente of op verzoek van de personen bedoeld in artikel 8. Deze akte van vaststelling maakt het voorwerp uit van bekendmakingsmaatregelen overeenkomstig de artikelen 17 en 50.

Het aanvraagdossier bevat een verantwoording van de aanvraag overeenkomstig de definitie van het openbaar gebruik zoals bedoeld in artikel 2, 8°.

**Art. 30.** De gemeentewegen mogen niet bij verjaring worden opgeheven.

**Art. 31.** Dit hoofdstuk is niet van toepassing op de wegen bedoeld in artikel 10.

#### HOOFDSTUK III. — *Titel 3 — Afpaling van de gemeentewegen*

**Art. 32.** Op beslissing van de gemeenteraad gaat men over tot de afpaling op tegensprekelijke wijze tussen het gemeentecollege en de naburige eigenaars overeenkomstig het begrenzingsplan.

De wegcommissaris is aanwezig tijdens de afpaling. De afpaling wordt uitgevoerd zelfs als de naburige eigenaars niet aanwezig zijn.

**Art. 33.** Er wordt een plan en een omstandig proces-verbaal opgemaakt wat betreft de afpaling van de wegen. Het proces-verbaal vermeldt o.a. al de punten van het plan waar palen, hetzij zichtbaar, hetzij mediaan, werden geplaatst. Deze stukken worden door het gemeentecollege, door de naburige eigenaars en door de wegcommissaris ondertekend. Er wordt melding gemaakt van het feit dat de naburige eigenaars niet aanwezig waren tijdens de afpaling of geweigerd hebben om te tekenen.

**Art. 34.** De processen-verbaal van de afpaling en de plannen worden aan de goedkeuring van de gemeenteraad onderworpen. Een voor eensluidend verklaard afschrift van deze processen-verbaal en van deze plannen wordt aan de naburige eigenaars gericht.

**Art. 35.** De kosten van de afpaling vallen ten laste van de gemeente.

#### HOOFDSTUK IV. — *Aankoop van de gronden en onteigeningen*

##### *Afdeling 1. — Onderhandse aankoop van de gronden*

**Art. 36.** Nadat de aanleg of de wijziging van de wegen is toegelaten of nadat de algemene rooiplannen zijn beslist, wordt er, zoveel als mogelijk, overgegaan tot de onderhandse aankoop van de te betrekken privé-gronden.

Het gemeentecollege bespreekt met de belangstellende eigenaars, de voorwaarden van de aankoop, hetzij voor geld, hetzij via een ruiling, met dien verstande dat de beslissing tot aankoop of omruiling bij de gemeenteraad behoort.

De overeenkomsten inzake afstand in der minne, de kwijtingen en andere handelingen in verband met het verkrijgen van onroerende goederen, kunnen zonder kosten worden gesloten door toedoen van de burgemeester handelend in naam van de gemeente, onverminderd het recht voor de overdrager om de tussenkomst van een notaris naar keuze te vragen.

##### *Afdeling 2. — Onteigening*

**Art. 37.** De gemeenten kunnen de onroerende goederen die vereist zijn voor de uitvoering van de rooiplannen of wegen aankopen door onteigening ten algemene nutte.

Om de nodige onteigeningen voor de uitvoering van een rooiplan of van de wegen te verrichten, moet de gemeente in het bezit zijn van een door de Regering goedgekeurd onteigeningsplan dat geheel of gedeeltelijk toepasselijk is op het in het rooiplan of begrenzingsplan afgebeelde gebied. Het besluit van de Regering kan tegelijk op het rooiplan, het begrenzingsplan en op het desbetreffende onteigeningsplan betrekking hebben.

**Art. 38.** Het onteigeningsplan moet de omtrek aangeven van de te onteigenen percelen, afzonderlijk of tot stroken samengevoegd, met kadastrale vermelding van de sectie, de nummers, de grootte en de aard der percelen, evenals van de naam der eigenaars.

Ter zake van de uit te voeren werken en onroerende verrichtingen, kan met het overnemen van de voorschriften van het rooiplan of begrenzingsplan worden volstaan.

**Art. 39.** § 1. Indien het onteigeningsplan en het rooiplan of het dossier van aanleg of van wijziging van de weg tegelijkertijd worden opgemaakt, worden ze samen onderworpen aan de regels voor de opmaak van het rooiplan.

§ 2. Indien het onteigeningsplan na het rooiplan of de beslissing tot aanleg of wijziging van de weg wordt opgemaakt, binnen de vijftien dagen na het verzoek van de Regering, dan wordt het door de gemeente aan een openbaar onderzoek onderworpen overeenkomstig Titel 3, hoofdstuk I, afdeling 5.

De Regering keurt het onteigeningsplan goed binnen zestig dagen na ontvangst van het volledige dossier. Deze termijn kan met dertig dagen verlengd worden bij een met redenen omkleed besluit.

Indien het schrijven van de Regering niet binnen deze termijn wordt toegezonden, kan de gemeente haar een herinneringsbrief bij aangetekend schrijven toesturen. Indien de gemeente het besluit van de Regering niet heeft ontvangen na afloop van een nieuwe termijn van zestig dagen die ingaat op de verzenddatum van de aangetekende herinneringsbrief, wordt het onteigeningsplan geacht verworpen te zijn.

Het goedkeuringsbesluit wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* via een bericht.

**Art. 40.** Wanneer de gemeente in het bezit is van een onteigeningsplan, door de Regering goedgekeurd, is zij ontheven van de administratieve formaliteiten welke door alle andere wettelijke bepalingen op de onteigeningen ten algemene nutte zijn voorgeschreven.

**Art. 41.** Bij de berekening van de waarde van het onteigende onroerend goed wordt geen rekening gehouden met de meerwaarde of de minderwaarde die voortvloeit uit de voorschriften van het rooiplan of van het dossier betreffende de aanleg of de wijziging van de weg, noch met de verhoogde waarde van het goed ten gevolge van werken of verbouwingen die uitgevoerd werden met overtreding van de voorschriften van het rooiplan of van de beslissing tot aanleg of wijziging van de weg, indien de werkzaamheden zijn uitgevoerd na de sluiting van het openbaar onderzoek betreffende het plan of de weg.

**Art. 42.** Onteigeningen die achtereenvolgens worden afgekondigd met het oog op de uitvoering van het - zelfs herziene - rooiplan of beslissing tot aanleg of wijziging van de weg worden voor de schatting van de waarde van de te onteigenen goederen als een geheel beschouwd op de datum van het eerste onteigeningsbesluit.

**Art. 43.** Op verzoek van de gemeente kunnen de comités voor de aankoop van onroerende goederen, die onder de FOD Financiën ressorteren, belast worden met alle aankopen en onteigeningen van onroerende goederen met het oog op de uitvoering van de rooiplannen of de beslissing tot aanleg of wijziging van de weg, alsmede met het sluiten van alle overeenkomsten i.v.m. de ruilverkaveling of de herverkaveling van vastgoed. De comités voor de aankoop van onroerende goederen die onder de FOD Financiën ressorteren, zijn steeds gemachtigd om zonder bijzondere formaliteiten over te gaan tot de openbare of onderhandse verkoop van goederen die krachtens de rooiplannen of de beslissing tot aanleg of wijziging van de weg werden aangekocht of onteigend. Van de in dit lid bedoelde akten kunnen afschriften worden verkregen.

De voorzitters van de aankoopcomités zijn bevoegd om de gemeente in rechte te vertegenwoordigen.

**Art. 44.** De onteigeningen worden voortgezet overeenkomstig de rechtsprocedure die werd ingevoerd bij de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte.

**Art. 45.** Wanneer binnen een termijn van tien jaren, te rekenen van de goedkeuring van het onteigeningsplan, de in artikel 37 bedoelde onroerende goederen niet zijn aangekocht of de onteigeningsprocedure niet is begonnen, kan de eigenaar per zending bij een ter post aangetekende brief de gemeente verzoeken van de onteigening van zijn goed af te zien.

De ingebrekestelling wordt per schrijven meegedeeld aan de Regering.

Indien de stedenbouwkundige vergunning, de bebouwingsvergunning, de stedenbouwkundige vergunningen van groepen van bouwwerken of de globale vergunning vóór de inwerkingtreding van een rooiplan wordt geweigerd om de toekomstige inrichting niet in het gedrang te brengen, dan loopt de termijn van tien jaar vanaf de datum waarop de weigering van de vergunning werd verzonden.

Indien de gemeente zich niet heeft uitgesproken binnen een jaar te rekenen van de datum van verzending van de aangetekende brief, kan de eigenaar schadevergoeding verkrijgen binnen de bij artikel 70 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie gestelde perken.

#### HOOFDSTUK V. — Voorkeursrechten

**Art. 46.** Onverminderd het recht van wederafstand ten gunste van de oude eigenaars bedoeld in artikel 23 van de wet van 17 april 1835 op de onteigening ten algemene nutte, kan, gedurende zes maanden te rekenen van de kennisgeving van de beslissing, een ongebruikt deel van een weg ten gevolge van zijn opheffing of wijziging in volle eigendom bij voorkeur teruggaan naar de volgende begunstigen :

1° ten gunste van het Gewest wanneer de aankoop van dit deel bijdraagt tot de ecologische vermazing of van belang is voor het behoud of het herstel van de biodiversiteit;

2° ten gunste van de omwonenden van dit deel.

**Art. 47.** De begunstigen bedoeld in artikel 46 die dit ongebruikte deel van de weg wensen te kopen, geven kennis van hun voornemen aan het gemeentecollege en wijzen, tegelijkertijd, hun deskundige aan, de andere deskundige wordt dan door het gemeentebestuur benoemd.

Na de eed te hebben afgelegd voor de vrederechter, tenzij ze door de partijen hiervan worden vrijgesteld, gaan de twee deskundigen over tot de evaluatie van de bodem.

In geval van onenigheid tussen de deskundigen benoemt de vrederechter een derde deskundige.

Het geregistreerde proces-verbaal van expertise wordt aan de gemeenteraad meegedeeld.

**Art. 48.** In het geval dat de begunstigen bedoeld in artikel 46 afzien van het recht om in te schrijven of hun inschrijving niet binnen de wettelijke termijn indienen, kan de ondergrond van de weg worden vervreemd volgens de vorm opgelegd voor de verkoop van de gemeentelijke gronden.

#### Titel 4. — Atlas van de gemeentewegen

**Art. 49.** De Atlas bevat o.a. de volgende gedetailleerde informatie, gecoördineerd, maar met behoud van de toegang tot de vorige informatie :

1° administratieve en gerechtelijke beslissingen betreffende de huidige en toekomstige algemene rooilijnen;

2° administratieve en gerechtelijke beslissingen betreffende de huidige en toekomstige bijzondere rooilijnen;

3° administratieve en gerechtelijke beslissingen met betrekking op de aanleg, de opheffing, het in reserve plaatsen van wegen en de wijziging van een gemeenteweg;

Deze informatie is voorzien van een omschrijving en een rechtvaardiging van hun waarde die juridisch of indicatief is.

De Regering is gemachtigd om de lijst met de gedetailleerde informatie vervat in de Atlas te bepalen of aan te vullen en om de manier te bepalen waarop deze informatie wordt georganiseerd en meegedeeld.

**Art. 50.** De overheid of de administratieve diensten die onder het Gewest, de provincies en de gemeenten ressorteren en elke belanghebbende persoon maken spontaan en onverwijld de administratieve en gerechtelijke beslissingen en elke informatie in hun bezit die de uitwerking en bijwerking van de Atlas mogelijk maken aan de Regering of aan haar afgevaardigde over.

De auteurs van deze beslissingen zijn, ieder wat hem betreft, daarvoor verantwoordelijk.

**Art. 51.** De beslissingen en akten genomen ter uitvoering van Titel 2 en van hoofdstuk I van Titel 3 zijn alleen maar uitvoerbaar te rekenen vanaf hun verzending naar de Regering of haar afgevaardigde die met het beheer van de atlas belast is, ongeacht wie de auteur van de zending is.

**Art. 52.** Op straffe van schorsing, moet elke akte van rechtsingang betreffende een gemeenteweg in het hypotheekkantoor van het gebied waar de goederen gelegen zijn, overgeschreven worden, een aangezegd worden aan de overheid ten verzoeken van de deurwaarder.

De akte van rechtsingang vermeldt de kadastrale omschrijving van betrokken goederen, en identificeert de eigenaar ervan in de vorm en onder de sanctie bedoeld in de artikelen 139 en 140 van de hypotheekwet.

Iedere in de zaak gewezen beslissing wordt in de rand van de overgeschreven dagvaarding of van het overgeschreven exploit vermeld op de wijze voorgeschreven bij artikel 84 van de wet van 16 december 1851 betreffende de herziening van het hypotheekstelsel.

De griffier van het burgerlijke of strafrechtelijke rechtsgebied bezorgt de Regering of haar afgevaardigde die met het beheer van de atlas belast is, een afschrift van de beslissingen uitgesproken voor de bodemrechtbanken, zowel in eerste instantie als in beroep.

**Art. 53.** De gedetailleerde informatie van de Atlas ligt ter inzage van het publiek onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten bepaald door de Regering. De Regering beslist, o.a., de uurregeling, de prijs van de afschriften en de technische modaliteiten voor de toegang tot de Atlas.

#### Titel 5. — Bijwerking van de gemeentewegen

##### HOOFDSTUK I. — *Beginselen*

**Art. 54.** § 1. De gemeenten verrichten het onderzoek en de systematische en uitvoerige inventarisatie van hun algemene rooiplannen en van hun wegen of vermoedelijke wegen.

§ 2. Voor elke gemeente worden er plaatselijke comités opgericht.

Ze zijn samengesteld uit vertegenwoordigers van de gebruikers en van de verenigingen voor de bevordering van de zachte mobiliteit alsmede van vertegenwoordigers van de eigenaars, houders van grondrechten en landbouwers; Ze moeten de gemeenten o.a. helpen met het verrichten van het onderzoek en de inventaris bedoeld in paragraaf 1, namelijk door een erkenning op het terrein.

**Art. 55.** Op grond van het onderzoek en van de inventaris bedoeld in artikel 54, naargelang de feitelijke en rechtelijke toestanden en voor de naleving van de doelstellingen van artikel 1, gaan de gemeenten over tot de opheffing, de herziening of het opmaken van algemene rooiplannen alsook tot de aanleg, de wijziging, de bevestiging of de opheffing van wegen.

Bij gebrek aan wijziging of opheffing kunnen de gemeenten, om een wegenreserve aan te leggen, de in rechte bestaande wegen op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit decreet en die op het ogenblik van de beslissing van de gemeenteraad niet nuttig worden geacht voor het verkeer van het publiek om de volgende redenen in een algemeen rooiplan opnemen :

- 1° gebrek aan effectief gebruik door het publiek;
- 2° gebrek aan huidig gebruik overeenkomstig artikel 9, § 1, tweede lid;
- 3° effectief gebruiksperspectief door het publiek.

**Art. 56.** De Regering is gemachtigd om de uitvoeringsmodaliteiten van de artikelen 54 en 55 te bepalen, o.a. de methodologie en het tijdschema ervan te bepalen.

**Art. 57.** De beslissingen ter uitvoering van artikel 55, eerste lid, worden genomen overeenkomstig Titel 3 en, in voorkomend geval, tegelijk, overeenkomstig Titel 2.

De beslissingen ter uitvoering van artikel 55, tweede lid, worden alleen maar genomen overeenkomstig Titel 3.

#### Titel 6. — Beheerspolitie van de gemeentewegen

**Art. 58.** De Regering is gemachtigd om een algemeen politiereglement voor het beheer van de gemeentewegen aan te nemen, met inbegrip van een verplichte geharmoniseerde bewegwijzering.

Het reglement kan met name betrekking hebben op de gebouwen en beplantingen langs de wegen, het beheer van grachten, uitgravingen en taluds, de grenzen van uitgravingen in de nabijheid van wegen, de diverse beschermingen tegen de daden die op of in de omgeving van de weg gepleegd worden, verkeerspalen en -borden, het onderhoud van de beplantingen langs de weg, het gebruik en de bezetting van de weg en de waterafvoer.

**Art. 59.** De gemeenten kunnen terzake verschillende bijkomende reglementen aannemen

#### Titel 7. — Overtredingen, sancties en herstelmaatregelen

##### HOOFDSTUK I. — *Overtredingen*

**Art. 60.** § 1. Er wordt een boete van minstens 50 tot hoogstens 10.000 euro opgelegd aan :

1° al wie, vrijwillig of door gebrek aan voorzorg of behoedzaamheid, de gemeenteweg vernielt, beschadigt of bevuilt of de bruikbaarheid of de veiligheid ervan aantast;

2° al wie, zonder de vereiste toestemming van de gemeentelijke overheid, op een wijze die er niet mee strookt of zonder inachtneming van de door de Regering vastgelegde algemene voorwaarden :

a) de gemeenteweg bezet of gebruikt op een wijze die het gewone gebruiksrecht, dat iedereen toekomt, te buiten gaat;

b) werken op de gemeenteweg uitvoert;

3° onverminderd hoofdstuk II van Titel 3, als wie met overtreding van artikel 7, een gemeenteweg opent, wijzigd of opheft zonder het voorafgaandelijk akkoord van de gemeenteraad of van de Regering.

§ 2. Er wordt een boete van minstens 50 tot hoogstens 1.000 euro opgelegd aan :

1° al wie van de op de gemeenteweg geplaatste vuilnisbakken, containers of recipiënten een gebruik maakt dat niet strookt met het gebruik waarvoor ze normaal bestemd zijn of met het gebruik waarin de regelgeving voorziet;

2° al wie op de gemeenteweg opschriften, affiches, beeld- of fotoreproducties, vlugschriften of brochures aanplakt op andere plekken dan die welke daartoe voorzien worden door de gemeentelijke overheid;

3° al wie de verordeningen genomen ter uitvoering van de artikelen 58 en 59 overtreedt;

4° al wie weigert gevolg te geven aan de regelmatige bevelen gegeven door de personeelsleden bedoeld in artikel 61 in het raam van de uitvoering van de informatiehandelingen bedoeld in artikel 61, § 4, 1°, 3° en 4°;

5° al wie de uitvoering belemmert van de informatieakten bedoeld in artikel 61, § 4.

#### HOOFDSTUK II. — Opsporing en vaststelling van de overtredingen

**Art. 61.** § 1. Onverminderd de bevoegdheden van de ambtenaren van de federale en lokale politie, kunnen de volgende ambtenaren worden belast met de opsporing en de vaststelling van de bij artikel 60 bepaalde overtredingen :

1° de daartoe door de gemeenteraad aangewezen gemeentelijke ambtenaren in het kader van opdrachten met een regionaal karakter overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;

2° de daartoe door de gemeenteraad aangewezen personeelsleden (intergemeentelijke en i.v.m. projectverenigingen) waarvan de activiteiten of belangen verband houden met het wegbeheer, in het kader van opdrachten met een regionaal karakter overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;

3° de arrondissementscommissaris;

4° de wegcommissarissen;

5° de daartoe door de gemeenteraad aangewezen provinciale ambtenaar op voorstel van de provincieraad.

De provincie krijgt van de betrokken gemeente een vergoeding voor de prestaties van de provinciale ambtenaar bedoeld in 4° van het vorig lid. Een voorafgaandelijk akkoord betreffende het bedrag van deze vergoeding en de betalingswijze wordt gesloten tussen de gemeenteraad en de provincieraad.

§ 2. De wegcommissarissen worden benoemd in het provinciaal bestuur. Ze leggen de eed af voor de vrederechter van hun woonplaats. Hun statuut wordt bepaald door de provinciale reglementen.

§ 3. De processen-verbaal die de personen bedoeld in § 1 in het raam van hun functies opmaken hebben bewijskracht, tenzij het tegenbewijs van de vastgestelde feiten wordt geleverd.

§ 4. In het raam van de uitoefening van hun opdracht zijn de personen bedoeld in § 1 bevoegd om :

1° elke persoon van wie ernstig vermoed wordt dat hij een in artikel 60 bedoelde overtreding heeft begaan te verzoeken om de overlegging van zijn identiteitskaart of van elk ander identificatiedocument;

2° elke persoon te ondervragen over elk feit waarvan de kennisneming nuttig is voor de vervulling van hun opdracht;

3° zich elk document, stuk of titel die nuttig is voor de vervulling van hun opdracht te laten overleggen en om er een fotokopie van te maken of tegen ontvangstbewijs mee te nemen;

4° de voertuigen tegen te houden, de lading ervan te controleren;

5° de hulp van de federale politie, lokale politie of andere gemeentelijke, provinciale of gewestelijke diensten te vragen.

**Art. 62.** § 1. De processen-verbaal opgemaakt door de personen bedoeld in artikel 61, § 1, worden binnen vijftien dagen na het opmaken ervan in origineel overgemaakt aan de bevoegde procureur des Konings. Binnen dezelfde termijn wordt een afschrift van die processen-verbaal overgemaakt aan de vermoedelijke overtreder en aan de ambtenaar bedoeld in artikel 66, eerste lid.

§ 2. De personen bedoeld in artikel 61, § 1, kunnen een gewone waarschuwing richten aan de vermoedelijke overtreder en hem een termijn toestaan om orde op zaken te stellen en, desnoods, de gemeenteweg te herstellen of te laten herstellen.

#### HOOFDSTUK III. — Herstel van de plaats

**Art. 63.** § 1. In de overtredingsgevallen bedoeld in artikel 60, § 1, 1°, en § 2, 2° tot 4°, kan de gemeentelijke overheid de gemeenteweg ambtshalve herstellen of laten herstellen of overgaan of laten overgaan tot de handelingen of werken die niet of verkeerd uitgevoerd zijn.

De kosten van het herstel, desgevallend inclusief de kosten van het afvalbeheer overeenkomstig de vigerende regelgeving, wordt ingevorderd ten laste van de overtreder.

§ 2. In de overtredingsgevallen bedoeld in artikel 60, § 1, 2° en 3°, en § 2, 1°, maant de gemeentelijke overheid de vermoedelijke overtreder aan om een einde te maken aan de handelingen die ten grondslag van de overtreding liggen en, desnoods, om de weg te herstellen of te laten herstellen. Die aanmaning wordt bij aangetekend schrijven gericht en vermeldt de termijn die aan de overtreder toegekend wordt om gevolg te geven.

Indien de vermoedelijke overtreder de gemeenteweg niet binnen de toegestane termijn herstelt of laat herstellen, kan de gemeentelijke overheid het zelf herstellen of laten herstellen. In dat geval worden de kosten van de herstelwerkzaamheden ten laste van de overtreder ingevorderd.

In de overtredingsgevallen bedoeld in het eerste lid, kan de gemeentelijke overheid de weg ambtshalve herstellen of laten herstellen zonder de vermoedelijke overtreder daartoe vooraf aan te manen, indien één van de volgende voorwaarden vervuld is :

1° indien de dringende noodzakelijkheid of de behoeften van de openbare dienst zulks rechtvaardigen;

2° indien het om technische, milieu- of veiligheidsredenen niet aanbevelingswaardig is om de overtreder toe te laten het openbaar domein zelf te herstellen of te laten herstellen;

3° indien de vermoedelijke overtreder niet geïdentificeerd is en niet gemakkelijk geïdentificeerd kan worden.

§ 3. De Regering kan de modaliteiten vastleggen voor de berekening van de kost van het herstel van de plaats wanneer de werken door het gemeentepersoneel uitgevoerd worden.

De kosten van het herstel van de plaats die ten laste van de overtreder ingevorderd moet worden, worden verhoogd met een forfaitaire som voor toezichtskosten en administratieve beheerskosten gelijk aan 10 % van de kost van de werkzaamheden, met een minimum van 50 euro, ongeacht of de werkzaamheden door het personeel van de gemeentelijke diensten of door een extern bedrijf uitgevoerd worden.

Indien de overtreder de kosten van de herstelwerkzaamheden of de toezichtskosten en de kosten inzake administratief beheer die van hem gevorderd worden verzuimt te betalen, kunnen die kosten volgens door de Regering te bepalen modaliteiten door dwangbevel ingevorderd worden, ondanks het bestaan van een strafvordering waarover nog geen definitieve uitspraak gedaan zou zijn naar aanleiding van de feiten die het herstel van de plaats gerechtvaardigd hebben.

#### HOOFDSTUK IV. — *Onmiddellijke inning*

**Art. 64.** De personen bedoeld in artikel 61, § 1, die een inbreuk op artikel 60 vaststellen kunnen, met de instemming van de overtreder, overgaan tot de onmiddellijke inning van een geldsom.

Het onmiddellijke inningsbedrag is 150 euro voor de inbreuken bedoeld in artikel 60, § 1, en 50 euro voor de inbreuken bedoeld in artikel 60, § 2.

De persoon bedoeld in artikel 61, § 1, deelt zijn beslissing aan de procureur des Konings mee.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de inning en de indexerings van de som.

De onmiddellijke betaling van de som dooft de mogelijkheid uit om de overtreder een administratieve geldboete op te leggen voor het beoogde feit.

De onmiddellijke betaling van de geheven som belet de procureur des Konings niet om de artikelen 216*bis* of 216*ter* van het Wetboek van strafvordering toe te passen of strafrechtelijke vervolgingen in te stellen. Bij toepassing van de artikelen 216*bis* of 216*ter* van het Wetboek van strafvordering wordt de onmiddellijk geïnde som toegerekend op de som bepaald door het openbaar ministerie en het eventuele overschot wordt terugbetaald.

Bij een veroordeling van belanghebbende wordt de onmiddellijk geïnde som toegerekend op de aan de Staat verschuldigde gerechtskosten en de uitgesproken geldboete, en het eventuele overschot wordt terugbetaald.

Bij een vrijspraak wordt de onmiddellijk geïnde som teruggegeven.

Bij een voorwaardelijke veroordeling wordt de onmiddellijk geïnde som teruggegeven na aftrek van de gerechtskosten.

#### HOOFDSTUK V. — *Administratieve boetes*

**Art. 65.** § 1<sup>er</sup>. Voor zover de feiten krachtens artikel 60 strafbaar zijn met een strafrechtelijke sanctie, kan onder de in dit artikel gestelde voorwaarden een administratieve boete aan de overtreder opgelegd worden in plaats van een strafrechtelijke sanctie.

De administratieve boete bedraagt minstens 50 tot hoogstens 10.000 euro voor de overtredingen bedoeld in artikel 60, § 1, en 50 tot hoogstens 1.000 euro voor de overtredingen bedoeld in artikel 60, § 2.

**Art. 66.** De gemeenteraad wijst één of meer ambtenaren aan die bevoegd zijn om de administratieve boetes op te leggen. Het kan hier gaan om een provinciale ambtenaar voorgesteld door de provincieraad. Alleen de ambtenaren met een niveau waarvoor een universitair diploma van de tweede cyclus of een gelijkwaardig diploma geëist wordt, kunnen daartoe aangewezen worden.

De provincie krijgt van de betrokken gemeente een vergoeding voor de prestaties van de provinciale ambtenaar die optreedt als ambtenaar belast met het opleggen van de administratieve boetes. Een voorafgaandelijk akkoord betreffende het bedrag van deze vergoeding en de betalingswijze wordt gesloten tussen de gemeenteraad en de provincieraad.

**Art. 67.** De Procureur des Konings beschikt over een termijn van zestig dagen, te rekenen van de dag van ontvangst van het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding, om de ambtenaar bedoeld in artikel 66 kennis te geven van zijn bedoeling om al dan niet strafrechtelijke vervolgingen op te starten of al dan niet gebruik te maken van de bevoegdheden die hem bij de artikelen 216*bis* en 216*ter* van het Strafrechtelijk wetboek toegewezen worden.

De kennisgeving door de Procureur des Konings van zijn bedoeling om strafrechtelijke vervolgingen op te starten of gebruik te maken van de bevoegdheden die hem bij de artikelen 216*bis* en 216*ter* van het Strafrechtelijk Wetboek toegewezen worden sluit de mogelijkheid uit om een administratieve boete op te leggen.

Indien de Procureur des Konings kennis geeft van zijn bedoeling om geen strafvervolgingen in te stellen of geen gebruik te maken van de bevoegdheden die hem bij de artikelen 216*bis* en 216*ter* van het Strafrechtelijk wetboek toegewezen worden of indien hij zijn beslissing niet heeft meegedeeld na afloop van de termijn bedoeld in het eerste lid, mag de in § 1 bedoelde ambtenaar de procedure opstarten waarbij een administratieve boete opgelegd wordt.

**Art. 68.** Wanneer, overeenkomstig artikel 67, de procedure tot oplegging van een administratieve boete opgestart mag worden, bezorgt de in artikel 66 bedoelde ambtenaar de vermoedelijke overtreder, indien hij de toepassing van een dergelijke boete nodig acht, een bericht bij aangetekend schrijven en een nieuw afschrift van het proces-verbaal, met de volgende stukken en gegevens :

- 1° de feiten waarvoor hij overweegt een administratieve boete op te leggen;
- 2° een uittreksel van de overtreden bepalingen;
- 3° het bedrag van de administratieve boete die hij overweegt op te leggen;
- 4° de vermoedelijke overtreder heeft het recht om zijn verweermiddelen bij aangetekend schrijven te laten gelden binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen van de datum van mededeling van het bericht;
- 5° hij kan ook binnen dezelfde termijn bij aangetekend schrijven vragen om zijn verweermiddelen mondeling voor te dragen, behalve wanneer het bedrag van de overwogen administratieve boete niet hoger is dan 62,50 euro;
- 6° hij heeft het recht om zich door een raadsman te laten vertegenwoordigen of bijstaan en om zijn dossier in te kijken;

Indien de vermoedelijke overtreder vraagt om zijn verweermiddelen mondeling voor te dragen, geeft de in artikel 66 bedoelde ambtenaar hem bij aangetekend schrijven kennis van de plaats, de dag en het uur waarop hij gehoord zal worden. Dat verhoor vindt plaats ten vroegste binnen vijftien dagen na verzending van het aangetekend schrijven.

Er wordt proces-verbaal van het verhoor van de overtreder opgemaakt. Het wordt getekend door de ambtenaar bedoeld in artikel 66 en door de overtreder.

Indien de overtreder het niet eens is met de inhoud van het proces-verbaal, wordt hij erom verzocht zijn opmerkingen daarin te laten gelden.

**Art. 69.** Wanneer de administratieve procedure opgestart wordt tegen een persoon onder achttien jaar, wordt het in artikel 68, eerste lid, bedoelde aangetekend schrijven gericht aan de minderjarige, alsook aan zijn vader en moeder, voogden of personen die het toezicht op hem uitoefenen. Die partijen beschikken over dezelfde rechten als de overtreeders.

De ambtenaar stelt de stafhouder van de orde van advocaten daarvan in kennis zodat de minderjarige door een advocaat bijgestaan kan worden. Die kennisgeving wordt samen met het in het eerste lid bedoelde aangetekend schrijven verstuurd.

Uiterlijk binnen twee werkdagen, te rekenen van de datum van die kennisgeving, wordt een advocaat aangewezen door de stafhouder of het bureau voor juridische bijstand.

Een afschrift van het bericht waarmee de stafhouder in kennis van de aanhangigmaking gesteld wordt, wordt bij het proceduredossier gevoegd.

In het geval van een belangenconflict zorgt de stafhouder of het bureau voor juridische bijstand ervoor dat de belanghebbende bijgestaan wordt door een andere advocaat dan degene op wie zijn vader en moeder, zijn voogden of de personen die toezicht op hem uitoefenen een beroep hebben gedaan.

**Art. 70.** Na afloop van de termijn van vijftien dagen bedoeld in artikel 68, eerste lid, 4°, en, in voorkomend geval, na de datum vastgelegd voor het verhoor van de vermoedelijke overtreder of diens raadsman, beslist de in artikel 66 bedoelde ambtenaar, rekening houdend met de schriftelijk of mondeling voorgedragen verweermiddelen, indien er verweermiddelen waren, om de aanvankelijk overwogen administratieve boete of een lagere boete op te leggen, of om geen administratieve boete op te leggen.

Hij kan de overtreder maatregelen tot uitstel van de uitvoering toestaan. In geval van verzachtende omstandigheden kan hij de administratieve boete verlagen tot onder het wettelijke minimum.

Zijn gemotiveerde beslissing en het proces-verbaal van verhoor worden bij aangetekend schrijven aan de overtreder meegedeeld. In het geval van een minderjarige overtreder worden de gemotiveerde beslissing en het proces-verbaal van verhoor meegedeeld aan de minderjarige, aan diens vader, moeder, voogden of aan de personen die toezicht op hem uitoefenen, alsook aan zijn raadsman.

De vader en moeder, de voogden of de personen die toezicht op de minderjarige uitoefenen, zijn burgerlijk verantwoordelijk voor de betaling van de boete.

**Art. 71.** Een beslissing waarbij een administratieve boete opgelegd wordt, mag niet meer genomen worden na afloop van de termijn van honderd tachtig dagen na het proces-verbaal tot vaststelling van de overtreding.

**Art. 72.** De overtreder die de beslissing van de ambtenaar die hem een administratieve boete oplegt wenst aan te vechten, kan een beroep indienen binnen een termijn van 30 dagen, op straffe van verval, te rekenen van de datum van zijn kennisgeving.

Het beroep wordt d.m.v. een verzoekschrift voor de correctionele rechtbank ingediend. Indien de beslissing evenwel betrekking heeft op minderjarigen die de volle leeftijd van zestien jaar bereikt hebben op het moment van de feiten, wordt het beroep d.m.v. een kosteloos verzoekschrift bij de jeugdrechtbank ingediend. In dat geval kan het beroep ook ingediend worden door de vader en moeder, de voogden of de personen die het toezicht op hem uitoefenen. De jeugdrechtbank blijft bevoegd indien de overtreder meerderjarig is wanneer zij zich uitspreekt.

Het verzoekschrift bevat de identiteit en het adres van de overtreder, de aangevochten beslissing en de motieven van de betwisting van die beslissing.

Het beroep schorst de uitvoering van de beslissing. De bepalingen van de leden 1, 2 en 3 worden vermeld in de beslissing waarbij de boete opgelegd wordt.

De rechtbank kan de overtreder maatregelen tot uitstel van de uitvoering toestaan. In geval van verzachtende omstandigheden kan hij de administratieve boete verlagen tot onder het wettelijke minimum.

De jeugdrechtbank kan, wanneer een beroep tegen een administratieve boete bij haar aanhangig gemaakt wordt, in de plaats hiervan een bewakings-, beschermings- of opvoedingsmaatregel stellen zoals bepaald bij artikel 37 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming. In dat geval is artikel 60 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming van toepassing.

De beslissingen van de correctionele rechtbank of van de jeugdrechtbank zijn niet vatbaar voor beroep. Wanneer de jeugdrechtbank evenwel beslist tot de vervanging van de administratieve sanctie door een bewakings-, beschermings- of opvoedingsmaatregel bedoeld in artikel 37 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, is haar beslissing voor beroep vatbaar. In dat geval zijn de procedures waarin de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming voorziet voor de feiten die als overtredingen beschouwd worden van toepassing.

**Art. 73.** De beslissing waarbij een administratieve boete opgelegd wordt, heeft uitvoerende kracht na afloop van een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van kennisgeving, behalve in geval van beroep.

De overtreder of de burgerlijk verantwoordelijken bedoeld in artikel 70, vierde lid, beschikken over een termijn van dertig dagen, die ingaat op de dag na die waarop de beslissing uitvoerende kracht heeft verworven om de boete te betalen.

**Art. 74.** De hoofdstuk is niet van toepassing op minderjarigen onder zestien jaar op het moment van de feiten.

#### Titel 8. — Wijzigings-, opheffings-, overgangs- en slotbepalingen

##### HOOFDSTUK I. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

**Art. 75.** In artikel 4 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, gewijzigd bij het programmadecreet van 3 februari 2005, worden de woorden "rooiplan" en "of een aanvraag tot opening, wijziging of opheffing van een gemeenteweg" geschrapt.

**Art. 76.** Artikel 69 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 77.** De artikelen 129 tot 129<sup>ter</sup> van hetzelfde Wetboek gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009 en bij het decreet van 22 juli 2010, worden opgeheven.

**Art. 78.** In artikel 129<sup>quater</sup> van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "Indien de vergunningsaanvraag bedoeld in de artikelen 84, 88 of 89" vervangen door de woorden "Indien de stedenbouwkundige vergunning, de bebouwingsvergunning of de stedenbouwkundige vergunningen van groepen van bouwwerken" en worden de woorden "de procedure bedoeld in artikel 129<sup>bis</sup>" vervangen door de woorden "de procedure bedoeld in de artikelen 7 en volgende van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeentewegen";

2° in het tweede lid worden de woorden "Indien de vergunningsaanvraag bedoeld in de artikelen 84, 88 of 89" vervangen door de woorden "Indien de stedenbouwkundige vergunning, de bebouwingsvergunning of de stedenbouwkundige vergunningen van groepen van bouwwerken" en worden de woorden "overeenkomstig artikel 129<sup>ter</sup>" vervangen door de woorden "overeenkomstig de artikelen 21 en volgende het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeentewegen";

**Art. 79.** Punt 7° van artikel 154, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, wordt opgeheven.

**Art. 80.** De wet van 10 april 1841 op de buurtwegen, gewijzigd bij het decreet van het Waalse Gewest van 3 juni 2011, wordt opgeheven.

**Art. 81.** Artikel 1 van de wet van 22 juli 1970 op de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"De procedures betreffende de oprichting of de wijziging van rooiplannen of de aanleg, de wijziging of de opheffing van wegen georganiseerd bij het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeentewegen zijn niet van toepassing in het kader van de ruilverkavelingsverrichtingen die het voorwerp uitmaken van deze wet."

**Art. 82.** In artikel 24 van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van het Waalse Gewest van 31 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen lid 5 en 6 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt : "Het besluit tot goedkeuring wordt aan de beheerder van de atlas meegedeeld";

2° in het voormalige zesde lid, dat het zevende lid wordt, worden de woorden "in de legger van de buurtwegen en" geschrapt.

**Art. 83.** Artikel 2 van de wet van 12 juli 1976 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet bij de uitvoering van grote infrastructuurwerken, gewijzigd bij het decreet van de Vlaamse Raad van 1 maart 2013 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

"De procedures betreffende de oprichting of de wijziging van rooiplannen of de aanleg, de wijziging of de opheffing van wegen georganiseerd bij het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeentewegen zijn niet van toepassing in het kader van de ruilverkavelingsverrichtingen die het voorwerp uitmaken van deze wet."

**Art. 84.** In artikel 37 van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van het Waalse Gewest van 31 mei 2007 en bij het decreet van de Vlaamse Raad van 20 april 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen lid 5 en 6 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt : "Het besluit tot goedkeuring wordt aan de beheerder van de atlas meegedeeld";

2° in het voormalige zesde lid, dat het zevende lid wordt, worden de woorden "in de legger van de buurtwegen en" geschrapt.

**Art. 85.** Artikel 2 van de wet van 10 januari 1978 houdende bijzondere maatregelen inzake ruilverkaveling van landeigendommen in der minne, gewijzigd bij het decreet van de Vlaamse Raad van 20 april 2012 wordt aangevuld met het volgende lid :

"De procedures betreffende de oprichting of de wijziging van rooiplannen of de aanleg, de wijziging of de opheffing van wegen georganiseerd bij het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeentewegen zijn niet van toepassing in het kader van de ruilverkavelingsverrichtingen die het voorwerp uitmaken van deze wet."

**Art. 86.** In artikel 45 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van de Vlaamse Raad van 20 april 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen lid 4 en 5 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt : "Het besluit tot goedkeuring wordt aan de beheerder van de atlas meegedeeld";

2° in het voormalige vijfde lid, dat het zesde lid wordt, worden de woorden "in de legger van de buurtwegen en" geschrapt.

**Art. 87.** In artikel 96, § 1, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, gewijzigd bij het decreet van het Waalse Gewest van 30 april 2009 en bij het decreet van het Waalse Gewest van 22 juli 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "van artikel 129<sup>bis</sup>, § 1, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie" vervangen door de woorden "van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeentewegen" en worden de woorden "de procedure zoals bepaald in artikel 129<sup>bis</sup>, § 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie" vervangen door de woorden "de procedure zoals bepaald in de artikelen 8 en volgende van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeentewegen";

2° in het tweede lid worden de woorden "overeenkomstig artikel 129<sup>ter</sup>, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie" vervangen door de woorden "overeenkomstig artikel 21 en volgende van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeentewegen" en worden de woorden "artikel 129<sup>bis</sup>, § 1, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie" vervangen door de woorden "artikel 7 van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeentewegen";

3° in het vijfde lid worden de woorden "de procedure bepaald bij artikel 129<sup>bis</sup>, § 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie of, in voorkomend geval, aan de procedure bepaald bij artikel 129<sup>ter</sup> van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie" vervangen door de woorden "de procedure bepaald bij de artikelen 8 tot 19 van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeentewegen of, in voorkomend geval, aan de procedure bepaald bij de artikelen 21 tot 23 van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeentewegen";

4° in het achtste lid worden de woorden "In afwijking van artikel 129*bis*, § 2, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie en, in voorkomend geval, van artikel 129*ter*, tweede lid," vervangen door de woorden "In afwijking van de artikelen 8 tot 20 en 21 tot 26 van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeentewegen".

**Art. 88.** Het eerste lid van artikel L1216-3 van het Wetboek van de plaatselijke democratie wordt vervangen als volgt :

"Kunnen overeenkomstig dit Wetboek opdrachten van gerechtelijke politie met een gewestelijk karakter vervullen :

1° de gemeentelijke personeelsleden of de personeelsleden van intercommunales die instaan voor een opdracht inzake afvalbeheer of beheer van de waterkringloop, om de overtredingen vast te stellen en toe te zien op de naleving van de wetten en decreten bedoeld in artikel D.138, eerste lid, van Boek I van het Milieuwetboek en van de regelgevende bepalingen die krachtens die wetten en decreten genomen worden.

2° de gemeentelijke personeelsleden of de personeelsleden van intercommunales die instaan voor een opdracht inzake gemeentewegen in de zin van het decreet van 6 februari 2014 betreffende de gemeentewegen, om de overtredingen vast te stellen en toe te zien op de naleving van dit decreet en van de regelgevende bepalingen die krachtens dit decreet genomen worden."

**Art. 89.** Het decreet van 3 juni 2011 tot wijziging van de wet van 10 april 1841 op de buurtwegen wordt opgeheven.

**Art. 90.** De provinciale reglementen aangenomen ter uitvoering van de wet van 10 april 1841 op de buurtwegen worden van rechtswege opgeheven bij de inwerkingtreding van het algemeen reglement bedoeld in artikel 58 behalve in zoverre zij het statuut van de wegcommissarissen regelen.

#### HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 91.** De gemeenteweg in de zin van artikel 2, 1°, omvat de huidige gemeenteweg en de buurtweg in de zin van de wet van 10 april 1841 op de buurtwegen.

De algemene rooiplannen en de plannen voor de begrenzing van de buurtwegen in de zin van de wet van 10 april 1841 op de buurtwegen worden opgenomen in het gemeentelijk register bedoeld in artikel 9, § 1.

**Art. 92.** De lopende administratieve procedures inzake rooilijnen of aanleg, opheffing of wijziging van gemeentewegen bij de inwerkingtreding van dit decreet worden voortgezet overeenkomstig het vroegere recht, behalve Titel 4 die van toepassing is.

#### HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

**Art. 93.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt, met uitzondering van de artikelen 49 tot 53 die in werking treden op de door de Regering bepaalde datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 februari 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

*Stukken van het Waals Parlement 902 (2013-2014), nrs. 1 tot 11.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 5 februari 2014.*

Bespreking.

Stemming.